

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1492

21 juillet 2010

### SOMMAIRE

Casa Reha Luxembourg S. à r.l. ....	71603	Givieffe Holding S.A. ....	71607
C.A.S. Services S.A. ....	71611	Gorgone S.A. ....	71608
Cheetah Resources ....	71604	Griven S.A. ....	71608
CMH Vertriebs Service I GmbH ....	71612	Gustaf S.à r.l. ....	71615
CMI Insurance (Luxembourg) S.A. ....	71613	GWM ....	71614
ColData 4 (Lux) S.à r.l. ....	71573	Health Care Invest S.A. ....	71609
ColData 4 (Lux) S.à r.l. ....	71570	Investec Finance S.à r.l. ....	71609
ColData 4 (Lux) S.à r.l. ....	71570	Kelson Investments S.à r.l. ....	71604
Colyzeo II Investment S.à r.l. ....	71570	MAMA Sustainability Fund ....	71573
Colyzeo II Investment S.à r.l. ....	71570	Maraton International S.A. ....	71608
Credit Suisse Prime Capital (Luxembourg) S.à r.l. ....	71603	Medfort S.à r.l. ....	71610
C View S.A. ....	71612	Mikos,Société Civile ....	71610
Cz2 Data S.à r.l. ....	71572	Mira Group S.A. ....	71572
Cz2 Data S.à r.l. ....	71572	Newton Gestion Luxembourg S.A. ....	71616
Cz2 Data S.à r.l. ....	71572	NFO (Luxembourg) S.à r.l. ....	71610
Deloitte S.A. ....	71571	Nikko Asset Management Luxembourg S.A. ....	71609
DSTI Luxembourg S.à r.l. ....	71605	Opacco Holding S.A. ....	71611
Duchy Investments S.à r.l. ....	71612	Orangery Assets S.A. ....	71570
EDEL Capital S.A. ....	71613	Orangery Holdings S.A. ....	71570
Enceladus Investments S.à r.l. ....	71605	Portland Capital Group S.à r.l. ....	71611
Enovos Luxembourg S.A. ....	71607	PRO 2 S.à r.l. ....	71572
FDM Holdings S.à r.l. ....	71605	Propintell S.A. ....	71571
FFH Financial Holding S.A. ....	71605	RMB Private Equity SICAV-SIF ....	71606
Financière Titania S.A. ....	71606	Sea-Invest Afrique S.A. ....	71616
Finconex S.A. ....	71613	Sedellco S.A., SPF ....	71615
Fondinvest S.A. ....	71613	Society International S.A. ....	71616
Genoa Venture S.A. ....	71615	The Turquoise EM Lux Fund ....	71614

**Orangery Assets S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 97.855.

Les comptes annuels 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010066267/9.

(100082001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Orangery Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.  
R.C.S. Luxembourg B 97.848.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010066268/9.

(100082008) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Colyzeo II Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 135.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067656/9.

(100082014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**Colyzeo II Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 135.509.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067657/9.

(100082015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**ColData 4 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 121.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067658/9.

(100082011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**ColData 4 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 121.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067659/9.

(100082013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**Deloitte S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 67.895.

—  
EXTRAIT

Les résolutions suivantes ont été adoptées lors de l'Assemblée Générale extraordinaire, tenue le 28 mai 2010:

1. L'assemblée accepte la démission des administrateurs suivants avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2010:

1. Dan Arendt, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
2. Manuel Baldauff, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
3. Stéphane Césari, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
4. Dirk Dewitte, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
5. Georges Kioes, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
6. Benjamin Lam, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
7. Maurice Lam, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
8. Sonja Linz, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
9. Erwan Loquet, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
10. Olivier Maréchal, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
11. Barbara Michaelis, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
12. Pascal Noël, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
13. Franz Prost, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
14. Gilbert Renel, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
15. Benoît Schaus, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg;
16. Johnny Yip, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg.

2. L'assemblée décide de confier la gestion journalière de la Société, en tant qu'administrateur-délégué, avec effet immédiat et pour une période indéterminée, à:

- Yves Francis, né le 31 août 1967 à Rocourt, Belgique, avec adresse professionnelle au 560, rue de Neudorf à L-2220 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010066113/33.

(100081217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Propintell S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 101.138.

—  
*Extrait du Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 1<sup>er</sup> juin 2010*

*Résolutions*

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de ratifier les résolutions suivantes:

1. L'assemblée générale constate le changement d'adresse de Monsieur Jean-Claude SCHAEFFER au 40, rue des Anémones L-1129 Luxembourg et décide de renouveler ses mandats d'administrateur et administrateur délégué ainsi que le mandat d'administrateur de la société CASTLEGATE ALLIANCE LIMITED ayant son siège à 325 Waterfront Drive, Wickham's Cay, Road Town, Tortola, BVI et de la société KIONA HOLDING LIMITED, ayant son siège à 325 Waterfront Drive, Wickham's Cay, Road Town, Tortola, BVI

Les mandats ainsi attribués viendront à échéance lors de l'assemblée générale à tenir en 2015.

2. L'assemblée générale constate le changement de dénomination de la société Jawer (Luxembourg) S.A. en Jawer Consulting SA ainsi que son changement d'adresse au 241, route de Longwy L-1941 Luxembourg et décide de renouveler son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale à tenir en 2015.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010066287/20.

(100082002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Cz2 Data S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 128.439.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067661/9.

(100082016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**Cz2 Data S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 128.439.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067662/9.

(100082017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**Cz2 Data S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 128.439.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067663/9.

(100082018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**Mira Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8008 Strassen, 134, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 95.966.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067808/9.

(100082035) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**PRO 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 124.173.

*Extrait du procès-verbal de la réunion des associés en date du 31 mai 2010*

Suite à la cession de parts sociales sous seing privé datée du 31 mai 2010, la SARODA S.A. ayant son siège social à L-8077 Bertrange, 95, route de Luxembourg a cédé à la MRO S.A. ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch, les 50 parts sociales lui appartenant de la PRO 2 SARL.

Suite à cette cession, la répartition des parts sociales est la suivante:

MRO S.A. .... 100 parts sociales

Monsieur Romain BUTGENBACH démissionne de son poste de gérant administratif.

Dès lors Monsieur MEYERS Raoul avec adresse à L-1471 Luxembourg, 278, route d'Esch est gérant technique et administratif.

La société est valablement représentée par la signature unique de Monsieur MEYERS Raoul.

Référence de publication: 2010067841/17.

(100082044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**CoIData 4 (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.  
R.C.S. Luxembourg B 121.379.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010066098/9.

(100082010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

**MAMA Sustainability Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 36, avenue du X Septembre.  
R.C.S. Luxembourg B 153.633.

**STATUTES**

In the year two thousand and ten, on the twenty-seventh day of May.

Before the undersigned Maître Pierre PROBST, notary residing in Ettelbruck, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1. The private limited liability company (société à responsabilité limitée) "MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l.", having its registered office at 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated under Luxembourg law pursuant to a deed dated 18 May 2010, acting as Unlimited Shareholder;

represented by its two Managers:

- Mr Volker Helmut WEBER, CFO MAMA Sustainable Incubation AG, born in Mosbach on 26<sup>th</sup> November 1962, professionally residing in Charlottenstraße, 24, D-10117 Berlin, Germany and

- Mr Helmut HOHMANN, Managing Director Alceda Fund Management S.A., born in Saarburg on 14<sup>th</sup> June 1968, professionally residing in 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

both here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, professionally residing in L-9087 Ettelbruck, by virtue of proxies given under private seal on May 20<sup>th</sup>, 2010 and

2. The private limited company "MAMA Sustainable Incubation AG", incorporated under the laws of Germany, registered with the Amtsgericht Charlottenburg under the registration number HRB 121426 B and having its registered office at Charlottenstrasse, 24, D-10117 Berlin,

represented by its two directors

- Mrs Anja ARNOLD, Managing Director élevée corporate development GmbH, born in Munich on 23<sup>rd</sup> July 1979, professionally residing in Kaulbachstrasse, 36, D-80539 Munich, Germany and

- Mr Volker Helmut WEBER, CFO MAMA Sustainable Incubation AG, born in Mosbach on 26<sup>th</sup> November 1962, professionally residing in Charlottenstraße, 24, D-10117 Berlin, Germany

both are here represented by Mr Henri DA CRUZ, employee, professionally residing in L-9087 Ettelbruck, by virtue of proxies given under private seal on May 20<sup>th</sup>, 2010.

The proxies, initialled "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a limited partnership by shares (société en commandite par actions), which they declared to organize among themselves.

**Preliminary title - Definitions**

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

"Article"	an article of the Articles of Incorporation
"Articles of Incorporation"	the articles of incorporation of the Company, as amended from time to time
"Affiliate"	in respect of an entity, any entity directly or indirectly controlling, controlled by, or under common control with such entity
"Auditor"	the auditor of the Company qualifying as an independent auditor (réviseur d'entreprise agréé)
"Luxembourg Bank Business Day"	each day upon which the banks are open for business in Luxembourg
"Board"	the board of directors of the General Partner

“Class”	any class in which the Ordinary Shares of a Subfund can be issued and having the characteristics and rights and obligations, as set out, the case being, in the Prospectus
“Closings”	with respect to any Class of any Sub-fund, the dates on which Subscription Agreements from prospective investors are accepted by the General Partner
“Commitment”	the commitment to subscribe for Ordinary Shares of the Company for a maximum amount, which an Investor has consented to the Company pursuant to the terms of a Subscription Agreement
“Custodian”	such bank or other credit institution within the meaning of Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that may be appointed as custodian of the Company
“Defaulting Investor”	any Investor or Limited Shareholder declared as such by the Company in accordance with Article 7.3
“Director”	a member of the Board
“Drawdown”	the drawing of all or part of the Commitments received and accepted by the Company pursuant to the terms of a Funding Notice
“EUR”	the lawful currency of the member states of the European Union that have adopted the single currency in accordance with the Treaty establishing the European Community (signed in Rome on 25 March 1957) as amended
“Funding Notice”	a notice whereby the Company informs each relevant Investor of a capital call and requests such Investors to pay to the Company a percentage of their respective Unfunded Commitment against an issue of Ordinary Shares
“General Partner”	MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l., in its capacity as Unlimited Shareholder (associé commandité) of the Company
“Investor”	any Well-Informed Investor who has signed and returned a Subscription Agreement (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, the Limited Shareholders)
“Law of 1915”	Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time
“Law of 2007”	Luxembourg law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended from time to time
“Limited Shareholder”	a holder of Ordinary Shares (actions ordinaires de commanditaires), whose liability is limited to the amount of its investment in the Company
“Management Company”	Alceda Fund Management S.A. acting as designated management company for the Company
“Management Share”	the management share (action de gérant commandité) held by the General Partner in the share capital of the Company in its capacity as Unlimited Shareholder (actionnaire gérant commandité)
“Net Asset Value”	the net asset value per Ordinary Share of the relevant Class as determined in accordance with Article 11 and the Prospectus
“Ordinary Shares”	the ordinary shares (actions ordinaires de commanditaire) held by the Limited Shareholders (actionnaires commanditaires) in the share capital of the Company
“Person”	any corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity
“Prohibited Person”	any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the General Partner the holding of Ordinary Shares may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; for the avoidance of doubt, “Prohibited Person” will include any person, firm, partnership or corporate body which does not qualify as an Well-Informed Investor
“Prospectus”	the prospectus of the Company, as amended from time to time
“Reference Currency”	the reference currency of each Sub-fund as specified in the Prospectus
“Shareholders”	any holder of (a) Share(s), i.e. the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder as the case may be
“Shares”	shares in the capital of the Company, including the Management Share held by the General Partner and the Ordinary Shares held by the Limited Shareholders
“Sub-fund”	any sub-fund of the Company

“Subscription Agreement”	agreement entered into between any Investor and the Company by which the Investor commits himself to subscribe for Ordinary Shares of the Sub-fund(s) and Class(es) as specified in the subscription agreement for a certain maximum amount, which amount will be payable to the relevant Sub-fund(s) and Class(es) in whole or in part against the issue of Ordinary Shares when the Investor receives a Funding Notice, and the Company commits itself to issue fully paid Ordinary Shares of the relevant Class(es) in the relevant Sub-fund(s) to the relevant Investor to the extent that such Investor’s Commitment is called up and paid
“Subsidiary”	any company or entity (including for the avoidance of doubt any Wholly Owned Subsidiary) which is controlled by the Company
“Unfunded Commitment”	the portion of an Investors’ Commitment to subscribe for Ordinary Shares under the Subscription Agreement which has not yet been drawn down and paid to the Company
“Unlimited Shareholder”	MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l., as holder of the Management Share (action de gérant commandité) and unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company, liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the Company
“US Person”	has the meaning given in Regulation S under the United States Securities Act of 1933, as amended
“Valuation Day”	the relevant Luxembourg Bank Business Day as specified for each Sub-fund in the Prospectus and any other Luxembourg Bank Business Day as the General Partner may in its absolute discretion determine for the purpose of the calculation of the Net Asset Value per Ordinary Share
“Well-Informed Investor”	any investor who qualifies as a well-informed investor in accordance with the provisions of article 2 of the Law of 2007, including in particular: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Institutional Investors;</li> <li>b) professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and</li> <li>c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions: <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of one hundred and twenty five thousand Euro (€125,000) in the Company; or any equivalent amount in another currency; or</li> <li>(ii) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and has obtained an assessment from a credit establishment as defined in the directive 2006/48/CE, from an investment firm as defined in directive 2004/39/CE, or from a management company as defined in directive 2001/107/CE, certifying his/her expertise, his/her experience and his/her knowledge to appraise in an appropriate manner an investment in the Company.</li> </ul> </li> </ul>

## Articles of Incorporation

### Chapter I. - Name, Registered office, Object, Duration

**Art. 1. Corporate name.** There is hereby established among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, the Limited Shareholders and all persons who may become owners of the Ordinary Shares, a Luxembourg regulated investment company with variable capital - specialised investment fund (société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé), under the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions).

The Company will exist under the corporate name of "MAMA Sustainability Fund".

**Art. 2. Registered office.** The registered office of the Company is established within the municipality of Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg-City.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an ordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for in these Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect

on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner.

**Art. 3. Object.** The object of the Company is to invest either directly or indirectly through one or several Subsidiaries the funds available to it in a wide range of securities and other assets permitted to a specialised investment fund governed by the 2007 Law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

**Art. 4. Duration.** The Company has been incorporated for an unlimited duration.

## Chapter II. - Capital, Sub-funds, Shares

**Art. 5. Share capital - Sub-funds - Classes of Ordinary Shares.** The minimum share capital of the Company shall be, as required by the 2007 Law, the equivalent in any currency of one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). This minimum must be reached within a period of twelve months following the authorisation of the Company.

The capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at all times be equal to the aggregate Net Asset Value (as defined in Article 11 hereof) of all of its Sub-funds.

The initial share capital of the Company is set at thirty one thousand EUR (EUR 31,000.-) represented by:

- one (1) fully paid up Management Share held by the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder of no par value,
- one (1) fully paid up Ordinary Share held by the General Partner in its capacity as Limited Shareholder of no par value, and
- twenty-nine (29) fully paid up Ordinary Shares held by the Limited Shareholders of no par value.

The Company has an umbrella structure and may consist of several Sub-funds. A separate portfolio of assets is maintained for each Sub-fund and is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-fund, as determined by the General Partner. The Company is a single legal entity. However, vis-à-vis creditors, each Sub-fund is solely liable for the debts, commitments and liabilities relating to that Sub-fund. Between Shareholders, each Sub-fund is regarded as being separate from the others.

The General Partner may, at any time and in its discretion, decide to create within the Company additional Sub-funds whose investment objectives and policies, risk profile, duration (including limited duration) and exit strategies or other features may differ from those of the Sub-funds then existing. The Sub-funds from time to time existing shall be disclosed in the Prospectus.

Within each Sub-fund, the General Partner may, at any time, issue different Classes of Ordinary Shares, which may differ, inter alia, in their fee structure, minimum investment requirement, type of target investors, distribution policy, reference currency or hedging policy. Those Classes of Ordinary Shares will be issued in accordance with the requirements of the 2007 Law and shall be disclosed in the Prospectus.

The Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Ordinary Shares" and each as an "Ordinary Share" when reference to a specific Class of Ordinary Shares is not required.

The Management Share together with the Ordinary Shares of any Class are referred to as the "Shares" and each as a "Share" when reference to a specific category of Shares is not required.

The Share capital of the Company shall be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid up Shares or the repurchase, to the extent permitted in accordance with the provisions under the Prospectus, by the Company of existing Shares from its Shareholders.

**Art. 6. Form of the Shares.** All Shares, be they Management or Ordinary Shares, are issued in uncertificated registered form only.

All issued Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more entities designated thereto by the Company and under the Company's responsibility, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and in respect of Ordinary Shares the indication of the relevant Sub-fund and Class.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Ordinary Shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his share holding.

The Company shall consider the person in whose name the Ordinary Shares are registered as the full owner of the Ordinary Shares. Vis à vis the Company, the Ordinary Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Ordinary Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. Notwithstanding the above, the Company may decide to issue fractional Ordinary Shares up to the nearest one hundredth of an Ordinary Share. Such fractional Ordinary Shares shall carry no entitlement to vote but shall entitle the holder to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

Subject to the provisions of Article 8 hereof, any transfer of registered Ordinary Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more Directors or by one or more other persons duly authorised thereto by the General Partner.

Ordinary Shares are freely transferable, subject to the provisions of Article 8 hereof.

Shareholders entitled to receive registered Ordinary Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so recorded into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders in respect of registered Ordinary Shares at their addresses indicated in the register of Shareholders.

## **Art. 7. Issue and Subscription for Ordinary Shares.**

### **7.1 Issue of Ordinary Shares**

The General Partner of the Company is authorised without limitation to issue new Ordinary Shares of any Sub-fund and Class at any time without reserving for existing Limited Shareholders a preferential right to subscribe for the Ordinary Shares to be issued.

The General Partner may issue Ordinary Shares only to investors qualifying as Well-informed Investors.

The General Partner may impose restrictions on the frequency with which Ordinary Shares are issued; the General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares shall only be issued during one or more Closings, offering periods or at such other frequency as provided for in the Prospectus and that Ordinary Shares will only be issued to Well-informed Investors having entered into a Subscription Agreement containing inter alia an irrevocable commitment and application to subscribe, during a certain period, for Ordinary Shares for a total amount as determined in the Subscription Agreement. As far as permitted under Luxembourg laws and regulations, any Subscription Agreement may contain specific provisions not contained in the other Subscription Agreements.

Furthermore, the General Partner may impose restrictions in relation to the minimum amount to be initially committed for investment and the minimum amount of any additional investments, as well as the minimum shareholding, which any Limited Shareholder is required to comply with at any time. The General Partner may also decide to increase the issue price by any fees, actualisation interests, commissions and costs as disclosed in the Prospectus.

The number of Ordinary Shares of any Sub-fund and Class issued to any Investor in connection with any Drawdown will be equal to the amount paid by the Investor under the related Funding Notice less any applicable fees and charges as determined by the General Partner in its discretion and detailed in the Prospectus, divided, as the case may be, by the applicable issue price per Ordinary Share of the relevant Sub-fund and Class.

No Ordinary Shares of any Sub-fund and Class will be issued by the Company during any period in which the determination of the Net Asset Value of the Ordinary Shares of the relevant Sub-fund and Class is suspended by the General Partner, as noted in Article 11 hereof. In the event the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share of any Subfund and Class is suspended, any pending subscriptions of Ordinary Shares of the relevant Sub-fund and Class will be carried out on the basis of the next following Net Asset Value per Ordinary Shares of the relevant Subfund and Class as determined in respect of the Valuation Day following the end of the suspension period.

Drawdowns will usually be made by sending a Funding Notice 10 calendar days' in advance of the Drawdown date to the Investors. The General Partner may decide to shorten such period in its reasonable discretion.

The General Partner may delegate to any duly authorised Director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

### **7.2 Restrictions to the Subscription for Ordinary Shares**

The Ordinary Shares may only be subscribed by Well-informed Investors.

The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject subscription for Ordinary Shares. It may also restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require any Investor to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such Investor is, or will be a Prohibited Person or a US Person.

### **7.3 Default provisions**

The failure of an Investor to make, within a specified period of time determined by the General Partner in the relevant Funding Notice, any required contributions or certain other payments, in accordance with the terms of its Subscription Agreement, entitles the Company to declare the relevant Investor a Defaulting Investor, which results in the penalties determined by the General Partner and detailed in the Prospectus, subject to the discretion of the General Partner to waive such penalties.

**Art. 8. Transfer of Ordinary Shares / Commitments.** Ordinary Shares are freely transferable or may be freely pledged or assigned, provided that Ordinary Shares may not be transferred to a non Well-Informed Investor or to a Prohibited Person and that, the case being, the transferee fulfils the eligibility criteria set for the relevant Ordinary Shares.

Investors may not transfer any portion of their Unfunded Commitments without the prior written consent of the General Partner. The consent of the General Partner may be reasonably withheld for any reason including those referred to below:

- if the General Partner considers that the transfer would or could adversely affect the Company or the General Partner, or subject the Company or the General Partner (or any Affiliate thereof) to any charge or taxation to which it would not otherwise be subject;
- if the General Partner considers that the effect of such transfer will result in a violation of Luxembourg laws and regulations including without limitation the Law of 2007;
- if the General Partner considers that the transfer would violate any other applicable laws or regulations or any term or provision of the Articles of Incorporation and/ or of the Prospectus of the Company;
- if the General Partner considers that the proposed transferee will be unable to meet its obligations hereunder in respect of Commitments; or
- if the transferee does not qualify as a Well-informed Investor or is a Prohibited Person or US Person.

In addition to the above, transfers of Unfunded Commitments will be permitted as long as all the following conditions are satisfied:

- the purchaser, transferee or assignee thereof (the "Transferee") must qualify as a Well-informed Investor;
- the Transferee must fully and completely assume in writing any and all remaining obligations (including, in particular the obligation to pay in the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner) of the vendor or transferor (the "Transferor") under the Subscription Agreement entered into by the Transferor;
- the Transferor shall remain jointly and severally liable with the Transferee for any and all remaining obligations relating to its Unfunded Commitments;
- the Transferor shall irrevocably and unconditionally guarantee to the Company, and the General Partner, as applicable, the due and timely performance by the Transferee of any and all obligations (including, in particular the obligation to pay the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner), and shall hold such parties harmless in that respect, to the extent permitted by law.

**Art. 9. Redemption of Ordinary Shares.** The Sub-funds will be launched with a limited duration as will be set out for each Sub-fund in the Prospectus. As a consequence Limited Shareholders are not entitled to request the Company to redeem all or part of their Ordinary Shares during the term of the relevant Sub-fund as will be set out in the Prospectus.

However, Ordinary Shares may be redeemed whenever the General Partner considers this to be in the best interest of the Company, subject to the terms and conditions the General Partner shall determine and within the limits set forth by law, the Prospectus and these Articles of Incorporation.

In particular, if the Company discovers at any time that Ordinary Shares are owned by a Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person, whether directly or indirectly, the General Partner may at its discretion and without liability, compulsorily redeem the Ordinary Shares at a price based on the latest available Net Asset Value per Ordinary Share decreased by such charges or adjustments the General Partner shall deem reasonably appropriate in the light of the protection of the interests of the Company and the remaining Limited Shareholders after giving notice of at least ten days, and upon redemption, the Prohibited Person will cease to be the owner of those Ordinary Shares. The Company may require any Limited Shareholder to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of determining whether or not such owner of Ordinary Shares is or will be a Prohibited Person. In the event that the Company compulsorily redeems Ordinary Shares held by a Prohibited Person, the General Partner may provide the Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Prohibited Person at the Net Asset Value of those Ordinary Shares.

Furthermore, Ordinary Shares of any Sub-fund and Class may be redeemed at the option of the General Partner, on a pro rata basis among existing Limited Shareholders, in order to distribute to the Limited Shareholders upon the disposal of a target investment by the Company any net proceeds of such disposal, notwithstanding any other distribution pursuant to Article 28 hereof. In such case the redemption price per Ordinary Share shall be the Net Asset Value per Share of the relevant Subfund and Class as at the relevant Valuation Day. The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the General Partner. For the avoidance of doubt, any such redemption shall be deemed a distribution for the application of the provisions contained in Article 28 in particular in respect of the application of any distribution waterfall as the case may be.

**Art. 10. Conversion of Ordinary Shares.** In case of plurality of Classes of Ordinary Shares, conversions from one Class of Ordinary Shares into another Class of Ordinary Shares (if any) are prohibited.

**Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Ordinary Share.**

11.1 Calculation

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Class in each Subfund shall be calculated by the Central Administrative Agent under the ultimate responsibility of the General Partner with respect to each Valuation Day.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Class in each Subfund will be expressed in the Reference Currency of that Sub-fund.

The Net Asset Value per Ordinary Share is calculated up to two decimal places.

The net assets of the Company are at any time equal to the total of the net assets of the various Sub-funds. In determining the Net Asset Value per Ordinary Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

The Net Asset Value per Ordinary Share of each Class in each Subfund on any Valuation Day is determined by dividing (i) the net assets of that Sub-fund attributable to such Class, being the value of the portion of that Sub-fund's gross assets less the portion of that Sub-fund's liabilities attributable to such Class, on such Valuation Day, by (ii) the number of Ordinary Shares of such Class then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

The accounts of the Subsidiaries (if any) of the Company will be consolidated with the accounts of the Company and accordingly the underlying assets and liabilities will be valued in accordance with the valuation rules described below.

The calculation of the Net Asset Value of the Company shall be made in the following manner:

#### Assets of the Company

The assets of the Company shall include:

- 1) all shareholdings, interest or participations and other rights in target companies;
- 2) all shareholdings in convertible and other debt securities in target companies;
- 3) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 4) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including any proceeds, rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- 5) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 6) all stock dividends, cash dividends and cash payments receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company or the Custodian;
- 7) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- 8) the formation expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing Ordinary Shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 9) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of the Company' assets shall be determined as follows:

- 1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;
- 2) securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;
- 3) investments not admitted to any official stock exchange listing or dealt in on another regulated market and investments admitted to official stock exchange listings or dealt in on another regulated market for which the last available price is not representative of the fair market value shall be valued on the basis of their reasonably foreseeable sale price determined with prudence and in good faith by the General Partner, using the recognised valuation guidelines (e.g. those of the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA)) as a basis;
- 4) all other securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

To the extent deemed required by the General Partner or if required by law the General Partner may commission one or more independent valuers to carry out or confirm a market valuation of a particular investment or all of the Company's investments. The independent valuers will value the Investments using a formal set of guidelines on the basis of widely-accepted valuation standards, adapted as necessary to comply with individual market considerations and practices.

#### Liabilities of the Company

The Liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- 3) all accrued or payable expenses (including without limitation administrative expenses, management, administration, advisory fees, performance fees, placement fees, structuring fees, custody fees, transfer agency fees and central adminis-

tration fees and any such other fees as may from time to time be set out in the Prospectus as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);

4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company and may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset or liability. Such method will then be applied in a consistent way. The Central Administrative Agent may rely on such deviations as approved by the General Partner for the purpose of the Net Asset Value calculation.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into Reference Currency at the prevailing midmarket exchange rate on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The assets and liabilities shall be allocated as follows:

1) If multiple Classes of Ordinary Shares relate to one Sub-fund, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of that Sub-fund, provided however that, within a Sub-fund, the General Partner is empowered to create Classes of Ordinary Shares which may have specific features as may be determined by the General Partner from time to time as set out in the Prospectus;

2) The proceeds to be received from the issue of Ordinary Shares of any Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-fund corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Sub-fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-fund attributable to that Class;

3) The assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-fund shall be attributable to the Class or Classes corresponding to such Sub-fund;

4) Where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Sub-fund respectively Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Sub-fund respectively Class or Classes;

5) Where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Sub-fund respectively Class or particular Classes within a Sub-fund or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-fund respectively Class or Classes within a Sub-fund, such liability shall be allocated to the Sub-fund respectively relevant Class or Classes;

6) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-fund respectively Class of Ordinary Shares, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-funds or Classes of Ordinary Shares within such Sub-fund pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith;

7) Upon the payment of distributions to the Shareholders of any Class, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the General Partner or Central Administrative Agent or other company or agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value per Ordinary Share, in calculating the Net Asset Value per Ordinary Share, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

The Auditor will audit the calculation of the Net Asset Value no less frequently than annually.

For the purpose of this Article,

1) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

2) Shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Reference Currency of the relevant Sub-fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value per Ordinary Share; and

4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the General Partner.

The latest Net Asset Value per Ordinary Share may be obtained at the registered office of the Company at the latest 60 Luxembourg Bank Business Days after the most recent Valuation Day.

For the avoidance of doubt, the provisions of this section including, in particular, the above paragraph are rules for determining the Net Asset Value per Ordinary Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company.

#### 11.2 Frequency and Temporary suspension of the calculation of the Net Asset Value per Ordinary Share

The Company may suspend the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share of one or more Sub-funds and the issue and redemption of any Classes of Ordinary Shares in the following circumstances:

1. during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-fund quoted thereon;

2. during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-fund would be impracticable;

3. during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Subfund;

4. during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Ordinary Shares of such Sub-fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Ordinary Shares cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange;

5. when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

6. upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of winding-up the Company.

The suspension of a Sub-fund shall have no effect on the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share or on the issue and redemption, if applicable, of Ordinary Shares of any other Sub-fund that is not suspended.

Any subscription or redemption, if applicable, shall be irrevocable except in the event of a suspension of the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share.

If legally required, notice of the beginning and of the end of any period of suspension will be published in a Luxembourg daily newspaper and in any other newspaper(s) selected by the General Partner. The Luxembourg regulatory authority will be informed of any such suspension. Notice will likewise be given to any subscriber or Limited Shareholder as the case may be applying for subscription or redemption, if applicable, of Ordinary Shares in the Sub-fund(s) concerned.

### Chapter III. - Management

**Art. 12. Powers of the General Partner.** The Company shall be managed by "MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l.", a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Company, to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner. The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions applicable to the Company and each of the Sub-funds and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, in compliance with these Articles of Incorporation and the applicable laws and regulations.

The General Partner will have the power to enter into administration, investment and advisory agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Company.

**Art. 13. Termination of the General Partner.** The General Partner may be removed at any time for cause (i.e. in case of fraud, gross negligence or wilful misconduct as determined by a court and resulting in a material economic disadvantage for the Company), by means of a resolution of the general meeting of Shareholders adopted as follows:

- the quorum shall be a majority of the Shares being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the proportion of the share capital represented.

- in both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes of the Shareholders present or represented. For the avoidance of doubt, the approval of the General Partner is not required, as provided for in the Articles of Incorporation, to validly decide on its removal.

In the event of the removal of the General Partner, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in Article 32 hereof, subject to prior the approval of the CSSF.

**Art. 14. Representation of the Company.** The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two of its legal representatives or by the signature of any other person to whom such power has been delegated by the General Partner.

No Limited Shareholder shall represent the Company.

**Art. 15. Liability of the General Partner and Limited Shareholders.** The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Company's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of their contributions to the Company.

**Art. 16. Delegation of powers; Agents of the General Partner.** The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

In that respect the General Partner has entrusted, subject to its control and supervision, inter alia the coordination of the implementation of the investment policy and day-to-day management and supervision of the investment management activities to the Management Company.

The General Partner may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

**Art. 17. Conflict of interest.** Any kind of conflict of interest is to be fully disclosed to the General Partner. The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

In the event that the Company is presented with an investment proposal involving an asset owned (in whole or in part) by a Shareholder, the Management Company, an investment advisor or any Affiliate thereof, or involving any target company in which a Shareholder, the Management Company, the Investment Advisor or any Affiliate thereof has a vested interest (to the exclusion of non-controlling minor shareholdings), the Shareholder, the Management Company, the investment advisor or any of their Affiliates will fully disclose this conflict of interest to the General Partner who shall inform the Limited Shareholders accordingly.

In the event that the Company invests in a target company which was or is advised or managed by a Shareholder, the Management Company, the Investment Advisor or any of their Affiliates, the terms of such advisory/management work shall be fully disclosed to the General Partner prior to the General Partner making a decision on such investment.

The Management Company and the Investment Advisor will inform the General Partner of any business activities in which the Management Company, the Investment Advisor or any of their Affiliates are involved which are not related to the Company and could create an opportunity for conflicts of interest to arise in relation to the Company's investment activity.

For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors is interested in, or is a director, manager, associate, officer or employee of such other company or firm. Any of the Directors who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

#### Chapter IV. - General meeting of Shareholders

**Art. 18. Powers of the general meeting of Shareholders.** Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by these Articles of Incorporation or by the law.

**Art. 19. Annual general meeting.** The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Company or at any other location in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the

meeting, on the 5<sup>th</sup> day of April each year at 11 a.m. If such day is not a Luxembourg Bank Business Day, the meeting will be held on the next following Luxembourg Bank Business Day.

**Art. 20. Other general meeting.** The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. The General Partner shall be obliged to convene a general meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the share capital of the Company require in writing with an indication of the agenda.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

To the extent that the decisions to be taken by a general meeting only affect the rights of the Shareholders of any Sub-fund or Class vis-à-vis those of any other Sub-fund or Class, a general meeting of the Shareholders of such Sub-fund or Class may be held, whereby the requirements as set out in these Articles of Incorporation applicable to general meetings will apply mutatis mutandis.

**Art. 21. Convening notice.** A general meeting of Shareholders is convened by the General Partner in compliance with Luxembourg law.

As all Ordinary Shares are in registered form, convening notices may be mailed by registered mail to the Limited Shareholders, at their registered address at least eight (8) calendar days prior to the date of the meeting. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

**Art. 22. Presence - Representation.** All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

Are deemed to be present, for the quorum and the majority requirements, the Shareholders participating in the general meeting of Shareholders by video-conference, conference call or by other means of telecommunication allowing for their identification. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

**Art. 23. Proceedings.** General meetings of the Shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of any general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary. Each general meeting of the Shareholders shall elect one scrutineer.

The above-described persons in this Article 23 together form the office of the general meeting of the Shareholders.

**Art. 24. Vote.** Each Share entitles the holder thereof to one vote.

Unless otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, all resolutions of the general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes of the Shareholders present or represented, regardless of the proportion of the capital represented.

In accordance with these Articles of Incorporation and as far as permitted by the Law of 1915, any decision of the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

**Art. 25. Minutes.** The minutes of each general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

## Chapter V. - Financial year, Distribution of profits

**Art. 26. Financial year.** The Company's financial year begins on the 1<sup>st</sup> October and closes on 30<sup>th</sup> September of each year.

**Art. 27. Auditors.** The accounting data related in the annual reports of the Company shall be examined by one or several authorised independent auditors appointed by the general meeting of Shareholders which shall be remunerated by the Company.

### Art. 28. Distributions.

#### 28.1 General provisions

The annual general meeting of Shareholders shall, upon proposal from the General Partner and within the limits provided by Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the General Partner to declare, distributions. The General Partner is in particular authorised

to resolve in its discretion, to distribute interim dividends, within the limits provided by law. Any interim dividends payments will be subject to ratification by the annual general meeting of Shareholders.

The General Partner may in particular distribute promptly to the Limited Shareholders, pro rata to their respective shareholding, all distributable net income, as determined by the General Partner in its sole discretion, which may include, without limitation, all cash received from any source other than capital contributed by the Limited Shareholders, including net proceeds attributable to the disposition or exchange of a target investment, and any dividends, interest income, or other distributions or return of capital received with respect to a target investment, less (i) all principal and interest payments on any third-party indebtedness and other sums due to such lenders (if applicable), (ii) cash used to pay, or held as reserves for, expenses, liabilities and obligations and (iii) any fees due to by the Company to the General Partner or any of the service providers as further detailed in the Prospectus. The General Partner may however in its discretion decide that net income be reinvested.

At any time, distributions will be made - unless otherwise provided in the Prospectus in respect of a particular Sub-fund or Class - in accordance with priority provided for under any applicable distribution waterfall set out in the Prospectus.

Payments of distributions to Shareholders shall be made at their respective addresses as specified in the register of Shareholders.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes or withholding taxes on sales of interests in the target investments.

Distributions may be paid in such currency and at such time that the General Partner shall determine from time to time. The General Partner may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the General Partner.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the Company.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

No distribution will be made if at a result, the share capital of the Company falls below the legal minimum capital, which is one million two hundred and fifty EUR (EUR 1,250,000.-).

#### 28.2 Offset

The General Partner shall be entitled to offset any distributable cash payable to a Limited Shareholder against any payment obligation of such Limited Shareholder towards the Company under its Subscription Agreement, which, for the avoidance of doubt shall include any and all payment obligations of such Limited Shareholder towards the Company in the event such Limited Shareholder is defaulting.

### **Chapter VI. - Dissolution, Termination, Liquidation**

#### **Art. 29. Dissolution of the Company, Termination or Amalgamation of Sub-funds.**

##### 29.1 Legal incapacity or inability to act of the General Partner

The Company shall not be dissolved in the event of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act, it being understood for the avoidance of doubt that the transfer of its Management Share by the General Partner will not lead to the dissolution of the Company.

In the event of legal incapacity or inability to act of the General Partner as mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted by Limited Shareholders representing at least 80% of the Ordinary Shares, subject to the prior approval of the Luxembourg regulatory authority.

##### 29.2 Voluntary dissolution

At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles of Incorporation, the Company may be dissolved by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend these Articles of Incorporation, as provided for in Article 32 hereof.

Whenever the capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of Shareholders. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall also be referred to the general meeting of Shareholders whenever the capital falls below one quarter of the minimum capital. In such event, the general meeting shall be held without quorum requirements, and the dissolution may be decided by the Shareholders holding one quarter of the votes present and represented at that meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of 40 days from when it is ascertained that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum as the case may be.

The issue of new Ordinary Shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting of Shareholders, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

Assets which may not be distributed to their owners upon dissolution of the Company will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

### 29.3 Termination of a Sub-fund

The Sub-funds will be established with a limited duration, and will be automatically dissolved and liquidated by the arrival of their term, as will be set out for each Sub-fund in the Prospectus. At the arrival of the term, the General Partner will refund to the Limited Shareholders the Net Asset Value of their Ordinary Shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) determined with respect to the last Valuation Day on which the dissolution of the Sub-fund shall take effect.

In addition, in the event that for any reason the value of the total net assets in any Sub-fund or the value of the net assets of any Class within a Sub-fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-fund to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the Ordinary Shares of the relevant Class or Classes at the respective Net Asset Value per Ordinary Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the Limited Shareholders of the relevant Class or Sub-fund prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Registered Limited Shareholders shall be notified in writing.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination of the relevant Sub-fund.

Furthermore, the general meeting of Shareholders of any Sub-fund may, upon proposal from the General Partner, decide to terminate a Subfund, in which case the Company shall refund to the Limited Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) determined with respect to the Valuation Day on which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders of that Sub-fund that shall decide by resolution taken by simple majority of those present and represented.

Assets which may not be distributed to their owners upon dissolution of the Sub-fund will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignations on behalf of the persons entitled thereto.

### 29.4 Amalgamation, Division or Transfer of Sub-funds or Classes

In the event that for any reason the value of the net assets of any Sub-fund or Class within a Sub-fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-fund or Class, to be operated in an economically efficient manner, or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to offer to the Limited Shareholders of such Sub-fund the conversion of their Ordinary Shares into Ordinary Shares of another Sub-fund under terms fixed by the General Partner.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the amalgamation or the transfer of the relevant Sub-fund.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-fund to those of another Sub-fund within the Company or to another undertaking for collective investment which is a Luxembourg undertaking for collective investments or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the «New Sub-fund») and to redesignate the Ordinary Shares of the relevant Class or Classes as Ordinary Shares of another Class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to the Limited Shareholders).

Such decision will be notified to the Limited Shareholders (and, such notification will contain information in relation to the New Sub-fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable the Limited Shareholders to request redemption of their Ordinary Shares, free of charge, during such period.

Under the same circumstances, the General Partner may decide to reorganise a Sub-fund or a Class by means of a division into two or more Sub-funds or Classes. Such decision will be notified to the Limited Shareholders (and, such notification will contain information about the two or more New Sub-funds) one month before the date on which the division becomes effective, in order to enable the Limited Shareholders to request redemption or conversion of their Ordinary Shares free of charge during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, such a reorganisation of a Sub-fund or Class within the Company (by way of an amalgamation or division) may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the relevant Class or Classes and Sub-fund(s). There shall be no quorum requirements

for such general meeting and it will decide upon such an amalgamation or division by resolution taken at the simple majority of those present or represented.

A contribution of the assets and of the liabilities of any Sub-fund to another undertaking for collective investment or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall, require a resolution of the Limited Shareholders of the Class or Classes issued in the relevant Sub-fund, taken with a 50% quorum requirement of the Ordinary Shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the Ordinary Shares present or represented at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only upon such Limited Shareholders who will have voted in favour of such amalgamation.

**Art. 30. Liquidation.** In the event of the dissolution of the Company, one or more liquidators shall be appointed by the general meeting of Shareholders to realise the assets of the Company, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interests of the Shareholders. The proceeds of the liquidation of each Sub-fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of Shares in each Class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by Shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignations in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

## Chapter VII. - Final provisions

**Art. 31. The Custodian.** The Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 2007.

If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring Custodian. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof. In both the case of voluntary withdrawal of the Custodian or of its removal by the General Partner, the Custodian, until it is replaced, which must happen within two months, shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the investors.

**Art. 32. Amendments of these Articles of Incorporation.** Unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the Law of 1915, at any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to amend the Articles of Incorporation of the Company or to resolve issues for which the law or these Articles of Incorporation refers to the conditions set forth for the amendment of the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half of the Shares being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the portion of the Shares represented.

In both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes of the Shareholders present or represented. In accordance with these Articles of Incorporation and the Law of 1915, any amendment to the Articles of Incorporation by the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

**Art. 33. Indemnification.** The Company will indemnify the General Partner, the Management Company and the Investment Advisor and its officers, directors, employees and associates (each an "Indemnitee") against all claims, liabilities, cost and expenses incurred in connection with their role as such, other than for gross negligence, fraud or willful misconduct. Limited Shareholders will not be individually obligated with respect to such indemnification beyond the amount of their investments in the Company and their Unfunded Commitments.

The Indemnitees shall have no liability for any loss incurred by the Company or any Shareholder howsoever arising in connection with the services provided by them in accordance with the Prospectus and Articles of Incorporation, and each Indemnitee shall be indemnified and held harmless out of the assets of the Company against all actions, proceedings, reasonable costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by an Indemnitee in or about the conduct of the Company's business affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions in accordance with the terms of the appointment of the Indemnitee, including without prejudice to the generality of the foregoing, any costs, expenses, losses or liabilities incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company or its affairs in any court whether in Luxembourg or elsewhere, unless such actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities resulted from such Indemnitee's gross negligence, willful misconduct or fraud.

If an Indemnitee is determined to have committed gross negligence, willful misconduct or fraud, it will then have to reimburse all the expenses paid by the Company on its behalf under the preceding paragraph.

**Art. 34. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law.

### Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 30<sup>th</sup> September 2011.

The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2012.

### Subscription

The share capital has been subscribed as follows:

Management Share:

Subscriber	Number of shares
MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l. ....	1

Ordinary Shares:

Subscriber	Number of ordinary shares
MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l. ....	1
MAMA Sustainable Incubation AG .....	29

The Management Share and the Ordinary Shares have been fully paid in cash, so that the sum of thirty one thousand EUR (EUR 31,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proven to the notary.

### First Extraordinary General Meeting of shareholders

The above Shareholders of the Company representing the totality of Shares and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders and have unanimously passed the following resolutions:

- 1) The Company's registered office address is fixed at 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- 2) The following is appointed independent auditor:  
PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- 3) The term of office of the independent auditor shall end at the first annual general meeting of Shareholders to be held in 2012.

### Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

### Expenses

The expenses, remunerations or charges, in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at about thousand eight hundred Euro (1,800.- EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

### Folgt die Übersetzung ins Deutsche des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendzehn, am siebenundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Pierre PROBST, im Amtssitze in Ettelbrück (Luxemburg).

Sind erschienen:

1. Die Gesellschaft „MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l.“, eine nach luxemburgischen Recht per Beurkundung vom 18. Mai 2010 gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 4, rue Dicks, L-1417 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, welche als Komplementär handelt,

vertreten durch zwei Geschäftsführer Herr Volker Helmut Weber, CFO MAMA Sustainable Incubation AG, geboren in Mosbach am 26. November 1962, geschäftsansässig in Charlottenstraße, 24, D-10117 Berlin, Deutschland und Herr Helmut Hohmann, Geschäftsführer Alceda Fund Management S.A., geboren in Saarburg am 14. Juni 1968, geschäftsansässig in 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg, Grossherzogtum Luxemburg,

beide hier vertreten Herr Henri DA CRUZ, Privatbeamter, beruflich ansässig in L-9087 Ettelbrück auf Grund einer Vollmacht gegeben unter Privatschrift am 20. Mai 2010.

2. Die Aktiengesellschaft „MAMA Sustainable Incubation AG“, eine nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland gegründete Aktiengesellschaft, eingetragten beim Amtsgericht Charlottenburg unter der Nummer HRB 121426 B mit Sitz in Charlottenstrasse, 24, D-10117 Berlin

beide Vorgenannten handelnd als Kommanditist;  
vertreten durch zwei Verwaltungsratsmitglieder

- Frau Anja Arnold, Geschäftsführer *élevée corporate development GmbH*, geboren in München am 23. Juli 1979, geschäftsansässig in Kaulbachstrasse, 36, D-80539 München, Deutschland und

- Herr Volker Helmut Weber, CFO MAMA Sustainable Incubation AG, geboren in Mosbach am 26. November 1962, geschäftsansässig in Charlottenstraße, 24, D-10117 Berlin, Deutschland

beide hier vertreten durch Herr Henri DA CRUZ, Privatbeamter, beruflich ansässig in L-9087 Ettelbrück auf Grund einer Vollmacht gegeben unter Privatschrift am 20. Mai 2010.

Beide Vollmachten, nach „ne varietur“ Paraphierung durch den Bevollmächtigten und den amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde beigegeben bleiben.

Die Erschienenen haben den Notar ersucht, die folgende Satzung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (*société en commandite par actions*) zu erstellen, die sie nach ihrer Aussage gründen möchten.

### **Einleitender Abschnitt - Definitionen**

In dieser Satzung haben die nachstehenden Begriffe die ihnen nachstehend jeweils zugewiesene Bedeutung:

"Artikel": Ein Artikel der Satzung.

"Satzung": Die Satzung der Gesellschaft in der jeweils geltenden Fassung.

"Verbundenes Unternehmen": bezüglich eines Unternehmens jede Einheit, die das betreffende Unternehmen unmittelbar oder mittelbar kontrolliert, von diesem kontrolliert wird oder gemeinsam mit diesem von einem Dritten kontrolliert wird.

"Wirtschaftsprüfer": Der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft welcher als unabhängiger Wirtschaftsprüfer (*réviseur d'entreprises agréé*) qualifiziert.

"Luxemburger Bankgeschäftstag": Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für Geschäfte geöffnet sind.

"Geschäftsführerrat": Der Geschäftsführerrat des Komplementärs.

"Klasse": jede Klasse von Stammaktien, welche innerhalb eines Teilfonds ausgegeben werden kann und deren jeweiligen Charakteristiken, Rechte und Pflichten im Verkaufsprospekt, insofern anwendbar, erwähnt sind.

"Closing": in Bezug auf jede Klasse innerhalb eines Teilfonds, das Datum zudem die Zeichnungsvereinbarungen von potentiellen Anleger durch den Komplementär angenommen werden.

"Kapitalzusage": Die Verpflichtung eines Anlegers, Stammaktien der Gesellschaft bis zu einem Maximalbetrag, welcher durch den Anleger im Einklang mit den Bestimmungen einer Zeichnungsvereinbarung zugesagt wurde, zu zeichnen.

"Depotbank": Eine Bank oder ein Kreditinstitut im Sinne des luxemburgischen Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner jeweils geltenden Fassung, welche zur Depotbank der Gesellschaft bestimmt werden kann.

"In Verzug befindlicher Anleger": jeder Anleger oder Kommanditist, der von der Gesellschaft entsprechend Artikel 7.3 dieser Satzung zu einem solchen erklärt wurde.

"Geschäftsführer": Ein Mitglied des Geschäftsführerrates.

"Inanspruchnahme der Kapitalzusage": Eine Inanspruchnahme aller oder eines Teils der Kapitalzusagen, welche von der Gesellschaft erhalten und angenommen wurden gemäß den Bedingungen der Einzahlungsaufforderung.

"EUR" die gesetzliche Währung der Mitgliedsstaaten der Europäischen Union, welche die Einheitswährung im Einklang mit dem Vertrag, welcher die Europäische Gemeinschaft geschaffen hat (unterzeichnet in Rom am 25. März 1957), wie abgeändert, angenommen haben.

"Einzahlungsaufforderung": Eine Mitteilung, in der die Gesellschaft jeden entsprechenden Anleger von einem Kapitalabruf unterrichtet, und den jeweiligen Anleger zur Zahlung eines Prozentsatzes seiner entsprechenden Uneingezahlten Kapitalzusage gegen die Ausgabe von Stammaktien auffordert.

"Komplementär": MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l., in ihrer Eigenschaft als Komplementär (*associé commandité*) der Gesellschaft.

"Anleger": Ein Sachkundiger Anleger, der eine Zeichnungsvereinbarung unterschrieben und eingereicht hat (zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass unter diesen Begriff gegebenenfalls auch die Kommanditisten fallen).

"Gesetz von 1915": Das luxemburgische Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der jeweils geltenden Fassung.

"Gesetz von 2007": Das luxemburgische Gesetz über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007, in der jeweils geltenden Fassung.

"Kommanditist": Die Inhaber von Stammaktien (actions ordinaires de commanditaires), deren Haftung auf die von ihnen geleistete Einlage in die Gesellschaft beschränkt ist.

„Verwaltungsgesellschaft“: Alceda Fund Management S.A., in ihrer Eigenschaft als benannte Verwaltungsgesellschaft der Gesellschaft.

"Komplementäranteil": Der Komplementäranteil (action de gérant commandité), welche durch den Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter (actionnaire gérant commandité) am Kapital der Gesellschaft gehalten wird.

"Nettoinventarwert": Der Nettoinventarwert per Stammaktie der entsprechenden Klasse berechnet gemäß Artikel 11 der Satzung und dem Prospekt.

"Stammaktien": Die Stammaktien (actions ordinaires de commanditaire), die von den Kommanditisten (actionnaires commanditaires) am Kapital der Gesellschaft gehalten werden.

"Person": Jede Gesellschaft, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Trust, Partnerschaft, Vermögensmasse, nichteingetragener Verein oder andere juristische Person.

"Nicht zulässige Person": Jede Person, natürliche Person, Firma, Partnerschaft oder Körperschaft, sofern nach allein maßgeblicher Einschätzung des Komplementärs das Halten von Stammaktien durch eine solche Person, möglicherweise für die Interessen der vorhandenen Anleger oder der Gesellschaft von Nachteil sein kann, falls es möglicherweise eine Verletzung von Bestimmungen luxemburgischen oder anderen Rechts zur Folge haben kann, oder falls dadurch die Gesellschaft steuerlichen oder anderen aufsichtsrechtlichen Nachteilen ausgesetzt sein könnte, Geldbußen oder -strafen entstehen, die ansonsten nicht entstanden wären; der Begriff "nicht zulässige Person" erfasst sämtliche Personen, Firmen, Partnerschaften oder Körperschaften, die nicht unter den vorstehend definierten Begriff des Sachkundigen Anlegers fallen.

"Prospekt": Der Prospekt der Gesellschaft in der jeweils geltenden Fassung.

"Referenzwährung": Die Währung eines jeden Teilfonds wie im Prospekt definiert.

"Aktionär": Die Inhaber der Aktien, d.h., je nach Zusammenhang die Kommanditisten und/oder der Komplementär.

"Aktien": Die Anteile am Kapital der Gesellschaft, welche den vom Komplementär gehaltenen Komplementäranteil und die von den Kommanditisten gehaltenen Stammaktien beinhalten.

"Teilfonds": jeder Teilfonds der Gesellschaft.

"Zeichnungsvereinbarung": Die zwischen einem Anleger und der Gesellschaft abgeschlossene Vereinbarung, in der der Anleger sich verpflichtet, Stammaktien eines oder mehrerer Teilfonds und Klasse(n) wie in der Zeichnungsvereinbarung bestimmt bis zu einem bestimmten Höchstbetrag, welcher den entsprechenden Teilfonds und Klasse(n) ganz oder teilweise gegen die Ausgabe von Stammaktien zu zahlen wenn der Anleger eine Einzahlungsaufforderung erhält und in der die Gesellschaft sich verpflichtet voll eingezahlte Stammaktien der jeweiligen Klasse(n) des entsprechenden Teilfonds dem entsprechenden Anleger auszugeben, insofern die jeweilige Kapitalzusage abgerufen und seitens des Anlegers eingezahlt wurde.

"Tochterunternehmen": Jede Gesellschaft oder Einheit (dies beinhaltet, um Unklarheiten vorzubeugen, jede hundertprozentige Tochtergesellschaft), welche durch die Gesellschaft kontrolliert wird.

"Uneingezahlte Kapitalzusagen": Der Teil einer durch den Anleger gemachten Kapitalzusage Stammaktien gemäß einer Zeichnungsvereinbarung zu zeichnen, die noch nicht in Anspruch genommen und an die Gesellschaft gezahlt wurde.

"Komplementär": MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l., in ihrer Eigenschaft als Komplementär (associé commandité) der Gesellschaft.

"Komplementär": MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l., als Inhaber des Komplementäranteils (action de gérant commandité) und als persönlich haftender Gesellschafter (actionnaire gérant commandité) der Gesellschaft, welcher unbeschränkt für Verbindlichkeiten haftet, die nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft erfüllt werden können.

"US-Person" Hat die Bedeutung aus Regulation S des United States Securities Act von 1993, in der jeweils geltenden Fassung.

"Bewertungstag": der entsprechende Luxemburger Bankarbeitstag, welcher für jeden Teilfonds im Prospekt genannt wird sowie jeder andere durch den Komplementär in eigenem Ermessen bestimmte Luxemburger Bankarbeitstag, an dem der Nettoinventarwert per Stammaktie ermittelt wird.

"Sachkundiger Anleger": jeder Anleger der als sachkundiger Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 qualifiziert, und insbesondere folgende Anleger beinhaltet:

a) institutionelle Anleger;

b) professionelle Anleger, also solche bei denen gemäß den luxemburgischen Gesetzen und Bestimmungen angenommen wird, dass sie über die Erfahrung, das Wissen und die Fachkenntnis verfügen, ihre eigenen Anlageentscheidungen zu treffen und deren Risiken richtig einzuschätzen; und

c) jeder andere sachkundige Anleger, der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

(i) er erklärt schriftlich seine Zugehörigkeit zu der Gruppe der sachkundigen Anleger und investiert ein Minimum von EUR 125.000,- in die Gesellschaft; oder den entsprechenden Betrag in einer anderen Währung; oder

(ii) er erklärt schriftlich seine Zugehörigkeit zu der Gruppe der sachkundigen Anleger und verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, einer Wertpapierfirma im Sinne der Richtlinie 2004/39/

EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihm bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen um auf angemessene Weise eine Anlage in die Gesellschaft einschätzen zu können.

## Kapitel I. - Firma, Sitz, Gegenstand, Dauer

**1. Firma.** Hiermit wird zwischen dem Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter, den Kommanditisten und allen Personen, die zu einem späteren Zeitpunkt möglicherweise Inhaber von Stammaktien werden, eine luxemburgische regulierte Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) in der Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (limited partnership by shares; société en commandite par actions) gegründet.

Die Gesellschaft hat die Bezeichnung "MAMA Sustainability Fund".

**2. Sitz.** Der Sitz der Gesellschaft wird in der Gemeinde Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg errichtet.

Der Komplementär ist berechtigt, den Sitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt zu verlegen.

Der Sitz kann durch einen Beschluss der ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre an einen beliebigen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden, der in der Weise gefasst wurde, wie in dieser Satzung vorgesehen.

Sollten militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände eintreten oder vermutlich unmittelbar bevorstehen, die den normalen Geschäftsgang am Sitz der Gesellschaft behindern würden, kann der Sitz der Gesellschaft solange vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die Situation sich normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet der vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Verlegung des Sitzes ins Ausland trifft der Komplementär.

**3. Gegenstand.** Gegenstand der Gesellschaft ist die Investition ihrer Mittel entweder direkt oder indirekt durch eine oder mehrere Tochtergesellschaften in jegliche Art von Wertpapieren oder anderer für einen spezialisierten Investmentfonds, welcher dem Gesetz von 2007 unterliegt, zulässigen Vermögenswerten, mit dem Zweck der Risikostreuung und ihren Aktionären die Ergebnisse der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft darf jede Maßnahme treffen und jede Transaktion vornehmen, die sie für die Erfüllung und Förderung ihres Zwecks im größtmöglichen, in dem vom Gesetz von 2007 zulässigen Umfang, dienlich halten darf.

**4. Dauer.** Die Gesellschaft wurde für eine unbeschränkte Dauer gegründet.

## Kapitel II. - Kapital, Aktien

**5. Grundkapital - Teilfonds - Aktienklassen der Stammaktien.** Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes von 2007, einem Betrag in einer jeglichen Währung, der einer Million zweihundertundfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) entspricht.

Das Kapital der Gesellschaft wird verkörpert durch voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert und wird zu jeder Zeit dem Gesamt-Nettoinventarwert sämtlicher Teilfonds, wie in Artikel 11 dieser Satzung definiert, entsprechen.

Das anfängliche Grundkapital der Gesellschaft ist festgelegt auf einunddreißig tausend Euro (EUR 31.000,-), verbrieft durch:

- einen (1) voll eingezahlten Komplementäranteil ohne Nennwert, der vom Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter gehalten wird, und
- eine (1) voll eingezahlte Stammaktie ohne Nennwert, die vom Komplementär in seiner Eigenschaft als Kommanditist gehalten wird, und
- neunundzwanzig (29) voll eingezahlte Stammaktien ohne Nennwert, die von den Kommanditisten gehalten werden.

Die Gesellschaft hat eine Umbrella-Struktur und kann aus mehreren Teilfonds bestehen. Ein separates Portfolio von Vermögenswerten wird für einen jeden Teilfonds gehalten welches im Einklang mit der jeweils für diesen Teilfonds geltenden Anlagezielen und Anlagepolitik, welche durch den Komplementär festgelegt wird, investiert wird. Die Gesellschaft ist eine einzige rechtliche Einheit. Jedoch ist jeder Teilfonds gegenüber seinen Gläubigern lediglich für die Schulden, Zusagen und Verbindlichkeiten haftbar, die den jeweiligen Teilfonds betreffen. Unter den Aktionären gilt jeder Teilfonds als getrennt von den anderen Teilfonds.

Der Komplementär kann zu jeder Zeit und in seinem alleinigen Ermessen, die Auflage weiterer Teilfonds beschließen, deren Anlageziele, Anlagepolitik, Risikoprofil, Laufzeit (inklusive beschränkter Dauer) und Exitstrategien oder andere Merkmale sich von den bereits bestehenden Teilfonds unterscheiden können. Die von Zeit zu Zeit bestehenden Teilfonds werden im Prospekt beschrieben.

Der Komplementär kann innerhalb eines jeden Teilfonds jederzeit verschiedenen Klassen von Stammaktien ausgeben, die unter anderem in der Gebührenstruktur, den Mindestanlageerfordernissen, dem Typ der Zielanleger, der Ausschüttungspolitik, der Referenzwährung oder der Absicherungsstrategie voneinander abweichen können. Solche Klassen von Stammaktien werden gemäß den Erfordernissen des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 1915 ausgegeben und sind in dem Prospekt offen zu legen.

Die Stammaktien aller Klassen werden "Stammaktien" und einzeln "Stammaktie" genannt, sofern ein Verweis auf eine bestimmte Klasse von Stammaktien nicht erforderlich ist.

Der Komplementäranteil und die Stammaktien einer Klasse werden zusammen als die "Aktien" und einzeln als eine "Akte" bezeichnet, wenn eine nähere Beschreibung der jeweiligen Aktien nicht erforderlich ist.

Das Grundkapital der Gesellschaft wird durch die Ausgabe neuer voll eingezahlter Aktien oder den Rückkauf, soweit gemäß den Bedingungen des Prospektes erlaubt, von vorhandenen Aktien von ihren Anlegern durch die Gesellschaft erhöht oder reduziert.

**6. Form der Aktien.** Alle Aktien, sowohl Stammaktien als auch der Komplementäranteil werden in Form von unzerstörten Namensaktien ausgegeben.

Sämtliche begebenen Aktien der Gesellschaft werden im Verzeichnis der Aktionäre eingetragen, das von der Gesellschaft oder einem oder mehreren von der Gesellschaft damit beauftragten und in ihrer Verantwortung handelnden Unternehmen geführt wird; das Register enthält den Namen eines jeden Inhabers von Aktien in Form von Namensaktien, seinen der Gesellschaft angezeigten Wohnsitz oder gewählten Wohnsitz und die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie im Zusammenhang mit Stammaktien die Angabe der entsprechenden Klasse und Teilfonds.

Mit der Eintragung des Namens des Aktionärs in das Aktionärsregister wird sein Eigentum an den betreffenden Stammaktien in Form von Namensaktien nachgewiesen. Die Gesellschaft stellt normalerweise keine Bescheinigungen über derartige Eintragungen aus, aber jeder Aktionär erhält eine schriftliche Bestätigung über seine Beteiligung.

Die Gesellschaft betrachtet die Person, auf deren Namen die Stammaktien eingetragen sind, als Volleigentümer der Stammaktien. Im Verhältnis zur Gesellschaft sind die Stammaktien der Gesellschaft unteilbar, da pro Stammaktie nur ein Inhaber zulässig ist. Mitinhaber haben eine einzelne Person als Vertreter gegenüber der Gesellschaft zu benennen. Ungeachtet dessen darf die Gesellschaft beschließen, Bruchteile von Stammaktien bis zum nächsten Einhundertstel einer Stammaktie auszugeben. Solche Bruchteile von Stammaktien beinhalten kein Stimmrecht, aber sie berechtigen den jeweiligen Inhaber zur anteilmäßigen Teilhabe am Nettovermögen der Gesellschaft.

Gemäß den Bestimmungen von Artikel 8 dieser Satzung wird jede Übertragung von Stammaktien in Form von Namensaktien in das Aktionärsregister eingetragen; eine solche Eintragung wird von einem oder mehreren Geschäftsführern, oder einer oder mehrerer diesbezüglich von dem Komplementär ordnungsgemäß ermächtigten Personen unterzeichnet.

Stammaktien sind gemäß den Bestimmungen von Artikel 8 dieser Satzung frei übertragbar.

Aktionäre mit einem Anspruch auf Stammaktien in Form von Namensaktien teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Ankündigungen übermittelt werden können. Diese Anschrift wird auch ins Aktionärsregister eingetragen.

Falls ein Aktionär keine Anschrift mitteilt, kann die Gesellschaft eine Eintragung einer diesbezüglichen Mitteilung in das Aktionärsregister gestatten, und als Anschrift des Aktionärs gilt dann der Sitz der Gesellschaft, oder eine andere von der Gesellschaft in dieser Weise gegebenenfalls im Aktionärsregister eingetragene Anschrift, solange, bis der Gesellschaft von dem Aktionär eine andere Anschrift mitgeteilt wird. Ein Aktionär kann seine im Aktionärsregister angegebene Adresse jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft gegebenenfalls angegebene Adresse ändern.

Gegebenenfalls erfolgende Zahlungen von Ausschüttungen erfolgen an die Aktionäre in bezug auf Stammaktien in Form von Namensaktien an ihre im Aktionärsregister angegebenen Adressen.

## **7. Ausgabe und Zeichnung von Stammaktien.**

### **7.1 Ausgabe von Stammaktien**

Der Komplementär der Gesellschaft ist unbeschränkt ermächtigt, jederzeit neue Stammaktien eines Teilfonds und Klasse auszugeben, ohne den vorhandenen Kommanditisten ein Vorzugszeichnungsrecht an den auszugebenden Stammaktien einzuräumen.

Der Komplementär darf Stammaktien nur an Sachkundige Anleger ausgeben.

Der Komplementär kann die Häufigkeit der Ausgabe von Stammaktien einschränken; der Komplementär kann insbesondere beschließen, dass eine Ausgabe von Stammaktien nur während eines oder mehrerer Closings, Angebotsfristen oder mit der im Prospekt vorgesehenen sonstigen Häufigkeit erfolgt, und dass Stammaktien nur an Sachkundige Anleger begeben werden, die eine Zeichnungsvereinbarung abgeschlossen haben, in der unter anderem eine unwiderrufliche Kapitalzusage und ein unwiderruflicher Antrag auf Zeichnung von Stammaktien über einen Gesamtbetrag in der Zeichnungsvereinbarung festgelegten Gesamtbetrag über einen bestimmten Zeitraum enthalten sind. Soweit nach luxemburgischen Gesetzen und Vorschriften zulässig, kann jede Zeichnungsvereinbarung spezielle Regelungen enthalten, die in den anderen Zeichnungsvereinbarungen nicht enthalten sind.

Außerdem kann der Komplementär einen Mindestbetrag der anfänglich für Anlagen zuzusagen ist und eine Mindestsumme weiterer Anlagen, sowie eine Mindestbeteiligung festlegen, die für jeden Kommanditisten jederzeit verbindlich ist.

Der Komplementär kann auch beschließen, den Ausgabepreis um jegliche Gebühren, Aktualisierungszinsen, Kommissionen und Kosten, wie im Prospekt beschrieben, zu erhöhen.

Die Anzahl von Stammaktien eines Teilfonds und Klasse die an einen Anleger in Verbindung mit einer Inanspruchnahme von Kapitalzusagen ausgegeben wird, wird dem Betrag entsprechen, den der Anleger gemäß der entsprechenden Einzahlungsaufforderung bezahlt, abzüglich jeglicher anfallenden Gebühren und Kosten, die der Komplementär nach seinem

Ermessen festlegt und die im Prospekt näher beschrieben sind, gegebenenfalls geteilt durch den anwendbaren Ausgabe-Preis je Stammaktie des entsprechenden Teilfonds und Klasse.

Von der Gesellschaft werden keine Stammaktien eines Teilfonds und Klasse ausgegeben, solange die Ermittlung des Nettoinventarwerts der Stammaktien des jeweiligen Teilfonds und der Klasse durch den Komplementär ausgesetzt ist, wie in Artikel 11 dieser Satzung erwähnt. Falls die Ermittlung des Nettoinventarwerts pro Stammaktie eines Teilfonds und Klasse ausgesetzt ist, erfolgt die Ausführung anhängiger Zeichnungen von Stammaktien des jeweiligen Teilfonds und Klasse auf der Grundlage des nächsten Nettoinventarwerts pro Stammaktie des jeweiligen Teilfonds und Klasse, der in Bezug auf den auf das Ende des Aussetzungszeitraums folgenden Bewertungstag ermittelt wird.

Inanspruchnahmen der Kapitalzusagen erfolgen grundsätzlich, indem zehn (10) Kalendertage vor dem Tag der Inanspruchnahme eine Zahlungsaufforderung an die Anleger übermittelt wird. Es liegt im Ermessen des Komplementärs, diesen Zeitraum in angemessenem Umfang zu verkürzen.

Der Komplementär kann die Befugnis Zeichnungen anzunehmen, die Bezahlung des Preises für neu auszugebende Aktien anzunehmen und diese auszuhändigen an jeden ordnungsgemäß bevollmächtigten Geschäftsführer, Handlungsbevollmächtigten oder anderen ordnungsgemäß bevollmächtigten Beauftragten übertragen.

#### 7.2 Einschränkungen hinsichtlich der Zeichnung von Stammaktien

Die Stammaktien können nur von Sachkundigen Anlegern gezeichnet werden.

Der Komplementär kann eine Zeichnung von Stammaktien nach freiem Ermessen annehmen oder ablehnen. Er kann außerdem einschränken oder verhindern, dass vom Komplementär bestimmte nicht erwerbsberechtigte Personen Eigentum an Stammaktien haben, oder verlangen, dass ein Anleger Informationen beibringt, die er für erforderlich halten darf um zu entscheiden, ob dieser Anleger eine nicht erwerbsberechtigte Person oder eine US-Person ist oder sein wird.

#### 7.3 Verzugsregelungen

Die Nichtvornahme von erforderlichen Beitragszahlungen oder bestimmter anderer Zahlungen durch einen Anleger innerhalb einer vom Komplementär in der entsprechenden Zahlungsaufforderung festgelegten Frist, gemäß den Bestimmungen der Zeichnungsvereinbarung, berechtigt die Gesellschaft den entsprechenden Anleger zu einem im Verzug befindlichen Anleger zu erklären, was zu bestimmten vom Komplementär festgelegten und im Prospekt beschriebenen Strafen führt, unbeschadet des Rechts des Komplementärs, diese Strafen nach seinem Ermessen auszusetzen.

**8. Übertragung von Stammaktien / Kapitalzusagen.** Stammaktien können frei übertragen oder abgetreten oder verpfändet werden, vorausgesetzt dass die Übertragung von Stammaktien nicht an Nicht-Sachkundige Anleger oder Nichtzulässige Personen übertragen werden und dass der Erwerber die gegebenenfalls anwendbaren Zulassungsbedingungen für die jeweiligen Stammaktien erfüllt.

Den Anlegern ist es nicht gestattet einen Teil ihrer Uneingezahlten Kapitalzusage ohne vorherige schriftliche Zustimmung des Komplementärs vorzunehmen. Die Zustimmung des Komplementärs kann aus angemessenem Grund, beispielsweise einem der nachstehend aufgeführten Gründe, verweigert werden;

- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung nachteilig für die Gesellschaft oder den Komplementär wäre oder sein könnte, oder der Gesellschaft oder dem Komplementär (oder einem von deren verbundenen Unternehmen) Abgaben oder Steuern entstehen würden oder könnten, die ansonsten nicht entstehen würden;
- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung im Ergebnis einen Verstoß gegen luxemburgisches Recht, insbesondere Gesetz von 2007 zur Folge hätte;
- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung einen Verstoß gegen sonstiges Recht, Bestimmungen oder Regelungen der Satzung und/oder des Prospekts der Gesellschaft darstellt;
- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass der vorgesehene Erwerber nicht in der Lage ist, seine ihm nach dieser Satzung obliegenden Verpflichtungen im Hinblick auf Kapitalzusagen zu erfüllen; oder
- wenn der Übertragungsempfänger kein Sachkundiger Anleger ist oder zu den nicht zulässigen Personen zählt oder eine US Person ist.

In Ergänzung dazu sind Übertragungen von Uneingezahlten Kapitalzusagen zulässig, solange die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- Deren Käufer, Erwerber oder Übertragungsempfänger (der "Übertragungsempfänger") muss als Sachkundiger Anleger einzustufen sein.
- Der Übertragungsempfänger muss schriftlich alle übrigen Verpflichtungen des Verkäufers insbesondere die Verpflichtung, Uneingezahlte Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen aus der von dem Übertragenden abgeschlossenen Zeichnungsvereinbarung vollständig und umfassend übernehmen.
- Der Übertragende haftet weiterhin gesamtschuldnerisch mit dem Übertragungsempfänger für alle übrigen Verpflichtungen in Zusammenhang mit der Verpflichtung, Uneingezahlte Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen).
- Der Übertragende übernimmt eine unwiderrufliche und unbedingte Garantie gegenüber der Gesellschaft und gegebenenfalls dem Komplementär dahingehend, dass der Übertragungsempfänger alle Verpflichtungen insbesondere die Verpflichtung, Uneingezahlte Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen, und er wird die Betroffenen im rechtlich zulässigen Umfang insoweit schadlos halten.

**9. Rücknahme von Stammaktien.** Die Teilfonds werden mit einer beschränkten Laufzeit, welche für jeden Teilfonds im Prospekt genannt wird, aufgelegt. Infolgedessen ist es den Kommanditisten nicht gestattet die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Stammaktien während der für den jeweiligen Teilfonds im Prospekt genannten Laufzeit bei der Gesellschaft zu verlangen. Stammaktien können allerdings gemäß den von dem Komplementär festgelegten Bedingungen und innerhalb der rechtlichen, im Prospekt und der Satzung vorgesehenen Grenzen zurückgenommen werden, wenn dies nach Auffassung des Komplementärs im Interesse der Gesellschaft ist.

Insbesondere wenn die Gesellschaft zu jeder Zeit herausfindet dass Stammaktien, sowohl alleine oder auch gemeinsam mit einer anderen Person sowie direkt oder indirekt, durch eine nicht zulässige Person gehalten werden, kann der Komplementär, in seinem eigenen Ermessen und ohne jegliche Haftung, die Stammaktien zwangsweise zurückkaufen zu einem Preis, welcher auf den letzten Nettoinventarwert pro Stammaktien basiert, abzüglich der durch den Komplementär als angemessen erachteten Kosten und Abschläge um die Interessen der Gesellschaft und der verbleibenden Kommanditisten zu schützen.

Unter der Voraussetzung, dass der nicht zulässigen Person eine Frist von mindestens 10 Kalendertagen eingeräumt wurde, wird nach erfolgter Zwangsrücknahme die nicht zulässige Person nicht mehr Eigentümer der jeweiligen Stammaktien sein. Die Gesellschaft kann von jedem Kommanditisten verlangen dass ihr sämtliche Informationen mitgeteilt werden, die als notwendig erachtet werden um festzustellen ob ein Eigentümer von Stammaktien eine nicht zulässige Person ist oder nicht.

Falls die Gesellschaft von einer nicht zulässigen Person gehaltene Stammaktien zwangsweise zurücknimmt, kann der Komplementär den Kommanditisten (ohne die nicht zulässige Person) ein Recht zum anteiligen Erwerb der Stammaktien der nicht zulässigen Person zum Nettoinventarwert dieser Stammaktien einräumen.

Zudem können Stammaktien eines jeden Teilfonds oder Klasse nach Wahl des Komplementärs anteilig von den vorhandenen Kommanditisten zurückgenommen werden, um bei Veräußerung von Zielinvestments durch die Gesellschaft Nettoerträge aus dieser Veräußerung an die Kommanditisten ausschütten zu können, unbeschadet anderer Ausschüttungen gemäß Artikel 28 dieser Satzung. Der Rücknahmepreis pro Stammaktie ist der Nettoinventarwert pro Stammaktie des jeweiligen Teilfonds und Klasse zum entsprechenden Bewertungstag. Der Rücknahmepreis pro Stammaktie wird innerhalb einer vom Komplementär zu bestimmenden Frist gezahlt. Zur Klarstellung sei bemerkt, dass eine jede solche Rücknahme zum Zwecke der Anwendung der Bestimmungen des Artikels 28 insbesondere im Zusammenhang mit der Anwendung eines Ausschüttungswasserfalls als Ausschüttung gilt.

**10. Umwandlungen von Stammaktien.** Falls es mehrere Klassen von Stammaktien gibt, sind Umwandlungen von Stammaktien einer Klasse in Stammaktien einer anderen Klasse (falls vorhanden) nicht erlaubt.

### **11. Berechnung des Nettoinventarwerts pro Aktie.**

#### 11.1 Berechnung

Der Nettoinventarwert der Stammaktien jeder Klasse innerhalb eines jeden Teilfonds wird unter der Verantwortung des Komplementärs von der Zentralverwaltungsstelle an jedem Bewertungstag berechnet.

Der Nettoinventarwert pro Stammaktie einer jeden Klasse innerhalb eines jeden Teilfonds wird in der Referenzwährung des entsprechenden Teilfonds ermittelt.

Der Nettoinventarwert per Stammaktie wird auf bis zu zwei Dezimalstellen berechnet.

Das Nettovermögen der Gesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt dem Gesamtnettoinventarwert der jeweiligen Teilfonds. Bei der Bestimmung des Nettoinventarwertes per Stammaktie werden Einnahmen und Ausgaben als täglich anfallend behandelt.

Der Nettoinventarwert per Stammaktie jeder Klasse innerhalb eines jeden Teilfonds an einem Bewertungstag wird bestimmt durch das Teilen (i) des Nettovermögens dieses Teilfonds welches der jeweiligen Klasse zugeordnet werden kann, d.h. der Wert des Anteils des Bruttovermögens des Teilfonds abzüglich des Anteils der Verbindlichkeiten des Teilfonds welche der Klasse zugeordnet werden, an dem entsprechenden Bewertungstag durch (ii) die Anzahl der zu dem Zeitpunkt ausgegebenen Stammaktien dieser Klasse, in Übereinstimmung mit den im Folgenden beschriebenen Bewertungsregeln.

Die Konten der Tochtergesellschaften (falls anwendbar) der Gesellschaft werden mit den Konten der Gesellschaft zusammengelegt und dementsprechend werden die zugrundeliegenden Aktiva und Verbindlichkeit in Übereinstimmung mit den im Folgenden beschriebenen Bewertungsregeln bewertet.

Die Berechnung des Nettoinventarwertes der Gesellschaft wird auf die folgende Weise erfolgen:

Vermögenswerte der Gesellschaft

Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

1. alle Aktien, Beteiligungen oder sonstige Anteile und Rechte an Zielgesellschaften;
2. alle Beteiligungen an Wandelanleihen oder anderen Schuldtiteln an Zielgesellschaften;
3. alle Barmittel oder Festgelder, einschließlich aller darauf erzielter Zinsen;
4. alle fälligen Rechnungen, Zahlungsaufforderungen und Außenstände (einschließlich Einkünfte aus Rechten, Wertpapieren oder jedes anderen verkauften aber nicht gelieferten Vermögenswertes);

5. alle festverzinslichen Wertpapiere, Terminalscheine, Einlagenzertifikate, Anteile, Aktien, Anleihen; Aktienanleihen, Zeichnungsrechte, Garantien, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und vergleichbare Vermögenswerte im Eigentum der Gesellschaft oder für diese erworben;

6. alle ausstehenden Aktiendividenden, Barausschüttungen und Barzahlungen der Gesellschaft in dem Umfang in dem darüber Informationen vernünftigerweise durch die Gesellschaft und die Depotbank erhältlich sind;

7. alle Zinsen, die für zinsabwerfende Vermögenswerte der Gesellschaft angefallen sind ausgenommen der Umfang in dem diese bereits in dem Wert der Vermögenswerte selbst beinhaltet oder widerspiegelt sind;

8. die Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten der Ausgabe und des Vertriebs von Stammaktien der Gesellschaft, soweit diese noch nicht abgeschrieben wurden;

9. alle anderen Vermögenswerte jeglicher Art und Natur.

Der Wert des Vermögens der Gesellschaft wird wie folgt ermittelt:

1. Der Wert von Barmitteln oder Festgeld, Wechseln, Zahlungsaufforderungen und Außenständen, Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinsen, die wie oben beschrieben festgesetzt wurden oder angefallen und noch nicht vereinnahmt worden sind, gilt der gesamte jeweilige Betrag, außer wenn dessen Empfang in voller Höhe unwahrscheinlich ist; in solchen Fällen ergibt sich der Wert nach Vornahme eines Abzugs welcher der Komplementär als angemessen erachtet um den wahren Wert der jeweiligen Vermögenswerte wiederzugeben.

2. Wertpapiere, die an Börsen oder einem anderen regulierten Markt gehandelt werden, werden auf Basis des letzten verfügbaren veröffentlichten Börsen- oder Marktwertes bewertet.

3. Anlagen, die nicht an Börsen oder einem anderen regulierten Markt gehandelt werden, sowie Anlagen, die an Börsen oder einem anderen regulierten Markt gehandelt werden, für die jedoch der letzt verfügbare Wert nicht den fairen Wert widerspiegelt, werden auf Basis des voraussichtlich angemessenen Veräußerungswert bewertet, welcher nach Treu und Glauben durch den Komplementär in Anlehnung an allgemein anerkannte Bewertungsmethoden (wie bspw. die Bewertungsgrundsätze des European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA)) ermittelt wird.

4. alle anderen Wertpapiere und Vermögenswerte werden zu ihrem fairen Wert bewertet, welcher gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben und mit vom Komplementär festgesetzten Methoden ermittelt wird.

Insofern es der Komplementär als geboten erachtet oder dies gesetzlich erforderlich ist, kann der Komplementär einen oder mehrere unabhängige Gutachter mit der Ermittlung oder Bestätigung einer Marktbewertung eines bestimmten oder aller Anlagen der Gesellschaft beauftragen. Der unabhängige Gutachter wird die Anlagen auf Basis von vorherbestimmten Grundsätzen auf Basis allgemein anerkannter Bewertungsstandards ermitteln, welche ggf. angepasst werden um individuellen Marktbegebenheiten und -praktiken Rechnung zu tragen.

Verbindlichkeiten der Gesellschaft

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

1. alle Darlehen und andere Verpflichtungen durch geliehenes Geld (einschließlich handelbarer Schulden), Rechnungen und zu bezahlende Außenstände,

2. alle angefallenen Zinsen auf diese Darlehen und sonstigen Verpflichtungen durch geliehenes Geld (einschließlich angefallener Gebühren für das Eingehen dieser Darlehen und Verpflichtungen),

3. alle angefallenen und fälligen Unkosten (einschließlich ohne Einschränkung Verwaltungskosten, Management oder administrative Gebühren, Beratungsgebühren, erfolgsbezogene Gebühren, Platzierungsgebühren, Strukturierungsgebühren, Depotbankgebühren, Zentralverwaltungsgebühren und sämtliche andere von Zeit zu Zeit im Prospekt genannten Gebühren sowie alle vernünftigen Ausgaben die den Dienstleistern entstanden sind),

4. alle bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen auf die Zahlung von Geld, einschließlich des Betrages von ungezahlten Ausschüttungen, die die Gesellschaft zugesagt hat, wobei der Bewertungstag auf den Stichtag für die Bestimmungen der berechtigten Personen fällt oder diesem nachfolgt,

5. eine angemessene Rückstellung für zukünftige Steuern auf Basis von Kapital und Einkommen an dem Berechnungstag, wie von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft festgelegt, und andere Reserven (falls vorhanden) die vom Komplementär genehmigt sind, sowie ein solcher Betrag (falls vorhanden) den der Komplementär als eine angemessene Rückstellung in bezug auf mögliche Verbindlichkeiten der Gesellschaft ansieht,

6. alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welcher Art und Natur auch immer. Bei der Bestimmung des Wertes dieser Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft alle fälligen Unkosten der Gesellschaft berücksichtigen, und ihr dürfen dabei Verwaltungs- und andere Kosten einer regelmäßigen oder wiederkehrenden Natur auf Basis eines geschätzten Betrages, der jährlich oder in anderen Zeiträumen bewertet wird, entstehen.

Es liegt im Ermessen des Komplementärs, die Verwendung anderer Bewertungsmethoden zu gestatten, wenn diese nach seiner Auffassung den Verkehrswert ("fair value") von Vermögen oder Verbindlichkeiten besser wiedergeben. Diese Methoden werden dann konsistent angewendet. Die Zentralerwaltungsstelle kann auf solche Änderungen vertrauen, die durch den Komplementär zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigt worden sind.

Der Wert sämtlicher Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht in der Referenzwährung angegeben sind, wird zum jeweiligen Umtauschkurs (Mittelkurs) an dem betreffenden Bewertungstag in die Referenzwährung umgerechnet.

Wenn derartige Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs mit Sorgfalt gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben vom Komplementär oder mit von diesem festgesetzten Methoden ermittelt.

Die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden wie folgt zugeteilt:

1. wenn mehrere Klassen von Stammaktien innerhalb eines Teilfonds begeben werden, werden deren Mittel gemeinschaftlich gemäß der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds angelegt. Der Komplementär kann jedoch innerhalb eines Teilfonds die Auflage weitere Klassen beschließen welche spezifischen Merkmale aufweisen können, die durch den Komplementär bestimmt werden und von Zeit zu Zeit im Prospekt Erwähnung finden.

2. das Entgelt aus der Ausgabe von Stammaktien einer Klasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem betreffenden Teilfonds zugeordnet, und der entsprechende Betrag wird den prozentualen Anteil dieser Klasse am Nettovermögen des Teilfonds entsprechend erhöhen.

3. Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen eines Teilfonds werden den jeweiligen Klassen innerhalb dieses Teilfonds zugeordnet.

4. Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds bzw. derselben Klasse zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswerts wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds bzw. der entsprechenden Klasse zugeordnet.

5. sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds bzw. einer oder mehreren bestimmten Klasse(n) oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswerts eines bestimmten Teilfonds bzw. einer oder mehreren bestimmten Klasse(n) steht, so wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds bzw. der oder den entsprechenden Klasse(n) zugeordnet.

6. wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds oder einer Klasse zuzuordnen ist, so wird dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds oder Klassen im Verhältnis ihres jeweiligen Nettovermögens oder in einer anderen Weise, wie sie der Komplementär nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt.

7. im Falle der Auszahlung einer Ausschüttung zugunsten der Aktionäre einer Klasse, vermindert sich der Nettoinventarwert dieser Klasse um den Betrag der Ausschüttung.

Sämtliche Bewertungs- und Ermittlungsregeln werden gemäß den allgemein anerkannten Rechnungslegungsvorschriften interpretiert und angewandt.

In Abwesenheit von Vorsatz, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Fehlern, ist jede Entscheidung des Komplementärs oder der Zentralverwaltung oder anderer durch den Komplementär mit der Berechnung des Nettoinventarwertes per Stammaktien beauftragten Unternehmen oder Bevollmächtigten als endgültig und bindend sowohl für die Gesellschaft als auch für ehemalige, aktuelle oder zukünftige Aktionäre anzusehen.

Zum Zwecke des Artikels,

1. gelten von der Gesellschaft auszugebende Aktien als in dem Moment ausgegeben, der vom Komplementär am Bewertungstag bestimmt wird, in Bezug auf den diese Bewertung erfolgt, und von diesem Moment an und bis zum Erhalt durch die Gesellschaft gilt der Preis dafür als Vermögenswert der Gesellschaft;

2. gelten von der Gesellschaft zurückzunehmende Aktien (falls vorhanden) als existent und sie werden berücksichtigt bis zu dem für die Rücknahme festgelegten Datum, und von diesem Moment an und bis zur Bezahlung des Preises dafür durch die Gesellschaft gelten sie als Verbindlichkeit der Gesellschaft;

3. werden alle Anlagen, Barguthaben und andere Vermögenswerte, die in anderen Währungen als Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, unter Berücksichtigung des oder der an dem Tag der Bestimmung des Nettoinventarwertes per Stammaktie geltenden Wechselkurse bewertet; und

4. gilt, falls sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag vertraglich verpflichtet hat:

a. einen Vermögenswert zu erwerben, der Wert der Gegenleistung die für diesen Vermögenswert zu entrichten ist als Verbindlichkeit der Gesellschaft und der Wert des Vermögenswertes, der erworben werden soll, als Vermögenswert der Gesellschaft;

b. einen Vermögenswert zu veräußern, der Wert der Gegenleistung die für diesen Vermögenswert erhalten werden soll als Vermögenswert der Gesellschaft und der zu liefernde Vermögenswert gilt nicht als Vermögenswert der Gesellschaft;

jedoch unter der Voraussetzung, dass, falls der exakte Wert oder die Natur dieser Gegenleistung oder dieses Vermögenswertes am Bewertungstag nicht bekannt ist, ihr Wert durch den Komplementär geschätzt wird.

Der letzte Nettoinventarwert per Stammaktie kann am Sitz der Gesellschaft bis spätestens 60 Arbeitstage nach der letzten Nettoinventarwertberechnung eingeholt werden.

Zur Klarstellung sei erwähnt, dass die Regelungen dieses Abschnitts und insbesondere der vorhergehende Absatz Regeln für die Ermittlung des Nettoinventarwertes per Stammaktie darstellen und nicht dafür bestimmt sind, die rechtliche oder buchführerische Behandlung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien zu beeinflussen.

### 11.2 Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes per Stammaktie

Die Gesellschaft kann die Berechnung des Nettoinventarwertes per Stammaktie eines oder mehrerer Teilfonds und die Ausgabe und Rücknahme von Stammaktien jeder Klasse in folgenden Umständen aussetzen:

1. während eines Zeitraums in dem die Hauptmärkte oder andere Börsen an denen ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft, welche dem jeweiligen Teilfonds zugeordnet werden können, gehandelt werden, geschlossen sind anderweitig als an gewöhnlichen Feiertagen, oder während dem der Handel an diesen Märkten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt dass diese Einschränkung oder Aussetzung die Bewertung der Anlagen der Gesellschaft, die diesem Teilfonds zugeordnet werden können, beeinträchtigt;
2. bei Vorliegen einer Sachlage, welche durch den Komplementär als Notfall angesehen wird und auf Grund dessen die Veräußerung oder Bewertung von Vermögenswerten der Gesellschaft, welche dem jeweiligen Teilfonds zugeordnet werden können, undurchführbar wird;
3. wenn eine Störung der üblicherweise verwendeten Kommunikationswege oder -Mittel zur Berechnung des Preises von Anlagen des jeweiligen Teilfonds oder des Preises oder Wertes an jeder Börse oder anderem regulierten Markt betreffend der durch den jeweiligen Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerte vorliegt;
4. während eines Zeitraums in dem die Gesellschaft nicht in der Lage ist Mittel zur Auszahlung von Rücknahmen von Stammaktien des jeweiligen Teilfonds zu beschaffen oder in dem der Transfer von Mitteln in Zusammenhang mit Veräußerung oder Erwerb von Anlagen oder Zahlungen von Rücknahmen von Stammaktien nach Einschätzung des Komplementärs nicht zu normalen Wechselkursen erfolgen kann;
5. solange aus irgendeinem anderen Grunde der Wert einer Anlage der Gesellschaft, die dem jeweiligen Teilfonds zuzuordnen ist, nicht sofort oder genau ermittelt werden kann;
6. wenn eine Einladung zur Hauptversammlung der Aktionäre zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft veröffentlicht wird.

Die Aussetzung betreffend eines Teilfonds hat keinen Einfluss auf die Ermittlung des Nettoinventarwertes per Stammaktie oder die Ausgabe oder Rücknahme, sofern anwendbar, von Stammaktien der übrigen Teilfonds die nicht ausgesetzt wurden.

Jede Zeichnung oder Rücknahme, sofern anwendbar, wird außer im Falle der Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung pro Stammaktie als unwiderruflich angesehen.

Sofern gesetzlich erforderlich, wird eine Mitteilung betreffend Beginn und Ende des Aussetzungszeitraums in einer Luxemburger Tageszeitung als auch in jeder anderen Zeitung welche durch den Komplementär bestimmt wird, veröffentlicht. Die Luxemburger Aufsichtsbehörde über jede Aussetzung informiert. Eine Mitteilung wird in gleichem Falle an jeden Zeichner oder Kommanditisten erfolgen, welcher die Zeichnung oder Rücknahme, sofern anwendbar, von Stammaktien in den betroffenen Teilfonds beantragt.

## Kapitel III. - Geschäftsführung

**12. Befugnisse des Komplementärs.** Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch "MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l.", eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (private limited liability company; société à responsabilité limitée), in ihrer Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter der Gesellschaft.

Der Komplementär ist im größtmöglichen Umfang befugt, die Gesellschaft zu verwalten und ihre Geschäfte zu führen, in jeder Hinsicht im Namen der Gesellschaft zu handeln, und sämtliche Maßnahmen und Transaktionen auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft in Einklang stehen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht von Gesetzes wegen oder nach dieser Satzung der Hauptversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, stehen dem Komplementär zu. Die Kommanditisten werden weder an der Verwaltung der Gesellschaft teilhaben noch in sie eingreifen.

Der Komplementär ist insbesondere befugt, über Anlageziele, politik und -beschränkungen betreffend der Gesellschaft sowie jedes Teilfonds, die Richtung der Führung der geschäftlichen Angelegenheiten und Geschäftsführung der Gesellschaft zu entscheiden, wobei er an diese Satzung und geltendes Recht gebunden ist.

Der Komplementär ist befugt, Verwaltungs-, Anlage- und Beraterverträge, sowie andere Verträge abzuschließen und Verpflichtungen einzugehen, die er für notwendig, nützlich oder ratsam zur Umsetzung des Gegenstands der Gesellschaft halten darf.

**13. Ablösung des Komplementärs.** Der Komplementär darf jederzeit aus gutem Grund durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre, der wie folgt verabschiedet wurde, außerordentlich gekündigt werden (also im Falle von gerichtlich festgestelltem Betrug, grober Fahrlässigkeit oder vorsätzlichem Fehlverhalten, welches zu einem schwerwiegenden wirtschaftlichen Schaden der Gesellschaft führt):

- Das Quorum besteht aus der Mehrheit der Aktien, welche persönlich anwesend oder vertreten ein muss. Falls diese Voraussetzung das Quorum betreffend nicht erfüllt wird, wird eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen, welche unabhängig von dem Anteil des vertretenen Aktienkapitals rechtswirksam entscheiden kann.

- In beiden Versammlungen müssen Beschlüsse mit mindestens zwei Dritteln der Stimmen der Aktionäre, welche persönlich anwesend oder vertreten sind, gefasst werden. Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass die Zustimmung

des Komplementärs nicht erforderlich ist, wie in der Satzung vorgesehen, um rechtswirksam über seine Enthebung entscheiden zu können.

Im Falle der Enthebung des Komplementärs aus seiner Funktion, wird die Hauptversammlung der Aktionäre einen neuen Komplementär, unter der Bedingung der vorherigen Zustimmung durch die CSSF, durch einen Beschluss bestimmen, der wie eine Satzungsänderung, wie in Artikel 32 dieser Satzung beschrieben, zustande kommen muss.

**14. Vertretung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift des Komplementärs verpflichtet, der wiederum durch gemeinsame Unterschrift zweier seiner gesetzlichen Vertreter vertreten wird, oder durch die Unterschrift einer anderen Person, der eine entsprechende Befugnis vom Komplementär übertragen wurde.

Kommanditisten vertreten die Gesellschaft nicht.

**15. Haftung des Komplementärs und der Kommanditisten.** Der Komplementär haftet mit der Gesellschaft für alle Verbindlichkeiten und Verluste, die sich nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft ersetzen lassen.

Die Kommanditisten haben es zu unterlassen, für die Gesellschaft zu handeln, außer wenn sie ihre Rechte als Aktionäre in Hauptversammlungen der Aktionäre ausüben; sie haften im Rahmen ihrer Einlagen in die Gesellschaft.

**16. Übertragung von Befugnissen - Beauftragte des Komplementärs.** Der Komplementär kann jederzeit, wie für die Angelegenheiten und Führung der Geschäfte der Gesellschaft erforderlich, Handlungsbevollmächtigte oder Beauftragte der Gesellschaft bestellen, wobei die Kommanditisten nicht für die Gesellschaft tätig werden können, ohne den Vorteil ihrer beschränkten Haftung zu verlieren. Die so bestellten Handlungsbevollmächtigten oder Beauftragten haben die ihnen vom Komplementär übertragenen Pflichten und Aufgaben.

In diesem Zusammenhang hat der Komplementär unter seiner Kontrolle und Überwachung, unter anderem, die Koordination der Implementierung der Anlagepolitik sowie die tägliche Verwaltung und Überwachung der Anlageverwaltungstätigkeiten auf die Verwaltungsgesellschaft übertragen.

Der Komplementär kann außerdem besondere Befugnisse auf Bevollmächtigte durch notarielle oder privatschriftliche Vollmacht übertragen.

**17. Interessenkonflikte.** Jede Art von Interessenkonflikten sind dem Komplementär anzuzeigen. Die Gesellschaft wird solche Geschäfte zu Marktbedingungen abschließen.

Falls der Gesellschaft ein Anlagevorschlag unterbreitet wird, der (ganz oder teilweise) Vermögenswerte betrifft, die im Eigentum eines Kommanditisten, der Verwaltungsgesellschaft, eines Anlageberaters oder eines damit verbundenen Unternehmens stehen, oder der eine Zielgesellschaft betrifft, in der ein Kommanditist, die Verwaltungsgesellschaft, ein Anlageberaters oder ein mit diesen verbundenes Unternehmen ein begründetes Interesse besitzt (mit Ausnahme einer Minderheitsbeteiligung), wird dieser Kommanditist, die Verwaltungsgesellschaft, der Anlageberaters oder die mit diesen verbundene Unternehmen, diesen Interessenkonflikt in vollem Umfang gegenüber dem Komplementär offen legen, welcher die Kommanditisten entsprechend informieren wird.

Falls die Gesellschaft in eine Zielgesellschaft anlegt, welche von einem Kommanditist, der Verwaltungsgesellschaft, einem Anlageberater oder mit diesen verbundenen Unternehmen verwaltet oder beraten wurde oder wird, sind die Bedingungen dieser Verwaltungs- / Beratertätigkeit gegenüber dem Komplementär in vollem Umfang offen zu legen, bevor der Komplementär eine Entscheidung über die Anlage trifft.

Die Verwaltungsgesellschaft und die Anlageberater werden den Komplementär von allen Geschäftstätigkeiten, bei denen die Verwaltungsgesellschaft, ein Anlageberater oder mit diesen verbundene Unternehmen beteiligt sind und welche in Bezug auf die Anlagetätigkeit der Gesellschaft möglicherweise einen Interessenkonflikt mit sich bringen könnten, informieren.

Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass Verträge oder andere Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einem sonstigen Unternehmen unberührt bleiben und nicht unwirksam werden, wenn ein oder mehrere Geschäftsführer ein Interesse an einem solchen anderen Unternehmen hat oder Direktor, Geschäftsführer, Handlungsbevollmächtigter, Teilnehmer oder Mitarbeiter eines solchen anderen Unternehmens ist. Ein Geschäftsführer, der als Direktor, Geschäftsführer, Handlungsbevollmächtigter oder Mitarbeiter eines Unternehmens tätig ist, mit dem die Gesellschaft Verträge schließt oder anderweitig Geschäfte macht, ist aufgrund seiner Verbindung zu dem anderen Unternehmen nicht gehindert, über Fragen zu beraten oder abzustimmen oder Maßnahmen auszuführen, die mit einem derartigen Vertrag oder anderweitigen Geschäft in Zusammenhang stehen.

#### Kapitel IV. - Hauptversammlung der Aktionäre

**18. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.** Die regelmäßig abgehaltenen Versammlungen der Aktionäre der Gesellschaft gelten als Vertretung sämtlicher Aktionäre der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Aktionäre beschließt nur über Angelegenheiten, die nicht gemäß dieser Satzung oder gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen dem Komplementär vorbehalten sind.

**19. Jahreshauptversammlung.** Die Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird in jedem Jahr am fünften Tag des Monats April um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in der Stadt Luxemburg abgehalten, wobei

der jeweilige Versammlungsort in der Einladung zu der Versammlung anzugeben ist. Sofern dieser Tag kein Luxemburger Bankgeschäftstag ist, wird die Versammlung an dem unmittelbar nachfolgenden Luxemburger Bankgeschäftstag abgehalten.

**20. Weitere Hauptversammlungen.** Der Komplementär kann weitere Hauptversammlungen der Aktionäre einberufen. Der Komplementär ist verpflichtet, eine Hauptversammlung der Aktionäre einzuberufen, sofern Aktionäre, die ein Zehntel des Aktienkapitals der Gesellschaft halten, dies für erforderlich halten und dem Komplementär eine diesbezügliche Mitteilung zusammen mit der Tagesordnung übermitteln. Die von dem Komplementär einzuberufende Hauptversammlung ist innerhalb eines Monats nach Eingang einer solchen, vorstehend genannten Mitteilung der Aktionäre beim Komplementär abzuhalten.

Ort und Zeitpunkt solcher Hauptversammlungen ergeben sich aus den Einladungen zu den jeweiligen Versammlungen.

Insofern die bei der Aktionärsversammlung zu treffenden Entscheidungen lediglich die Rechte von Aktionären eines Teilfonds oder einer Klasse gegenüber Aktionären eines anderen Teilfonds bzw. einer anderen Klasse betreffen, kann eine Aktionärsversammlung der Aktionäre dieses Teilfonds bzw. dieser Klasse abgehalten werden, wobei die in dieser Satzung aufgeführten Bedingungen betreffend Aktionärsversammlungen mutatis mutandis Anwendung finden.

**21. Einladungen zu Hauptversammlungen.** Hauptversammlungen der Aktionäre werden von dem Komplementär gemäß dem luxemburgischen Recht einberufen.

Da es sich bei sämtlichen Stammaktien um Namensaktien handelt, sind Einladungen zu Hauptversammlungen per Einschreiben an die für die jeweiligen Kommanditisten eingetragenen Anschriften mindestens acht (8) Kalendertage vor dem Versammlungstag zu verschicken. In diesen Einladungen sind die Zeit und der Ort, an dem die jeweilige Versammlung stattfinden wird, die Teilnahmevoraussetzungen sowie die Tagesordnung anzugeben. Außerdem ist der Einladung ein Hinweis auf die Erfordernisse des luxemburgischen Rechts im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit solcher Versammlungen und die für Beschlüsse erforderlichen Mehrheiten beizufügen.

Sofern sämtliche Aktionäre bei einer Hauptversammlung persönlich anwesend oder vertreten sind, und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, können sie auf sämtliche für die Einberufung von Versammlungen geltenden Erfordernisse und Formalitäten verzichten.

**22. Anwesenheit - Vertretung.** Sämtliche Aktionäre sind berechtigt, an Hauptversammlungen der Aktionäre teilzunehmen und das Wort zu ergreifen.

Aktionäre können bei Hauptversammlungen der Aktionäre handeln, indem die schriftlich, per Fax, Telegramm, Fernschreiben oder E-Mail eine andere Person, die kein Aktionär sein muss, zu ihrem Vertreter ernennen.

Bezüglich der Erfordernisse im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit von Versammlungen und die für Beschlüsse erforderlichen Mehrheiten gelten die per Video- oder Telefonkonferenz oder mit Hilfe sonstiger, die Feststellung der Identität der Aktionäre ermöglichender Telekommunikationsmittel an einer Hauptversammlung teilnehmenden Aktionäre als bei der Versammlung anwesend. Insofern verwendete Telekommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen ständig zu übertragen sind.

**23. Verfahrensweise.** Den Vorsitz von Hauptversammlungen von Aktionären führt der Komplementär oder eine von dem Komplementär insoweit benannte Person.

Der Vorsitzende einer Hauptversammlung von Aktionären ernennt einen Sekretär.

Bei jeder Hauptversammlung der Aktionäre wird ein Stimmzähler ausgewählt.

Die vorstehend in Artikel 23 genannten Personen bilden zusammen das Büro der Hauptversammlung der Aktionäre.

**24. Stimmabgabe.** Jede Aktie berechtigt seinen Inhaber zur Abgabe einer Stimme.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung werden sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Aktionäre mit der einfachen Mehrheit der von den bei einer Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen gefasst, und dies unabhängig der bei der Versammlung vertretenen Anteile am Gesellschaftskapital.

Gemäß dieser Satzung sowie in dem nach dem Gesetz von 1915 zulässigen Rahmen steht die Wirksamkeit von Entscheidungen, die von der Hauptversammlung der Aktionäre gefasst werden, unter dem Vorbehalt der vorherigen Zustimmung des Komplementärs.

**25. Protokoll.** Das Protokoll jeder Hauptversammlung der Aktionäre ist von dem Vorsitzenden der Versammlung, dem Versammlungssekretär und dem Stimmzähler zu unterzeichnen.

Abschriften oder Auszüge aus solchen Protokollen, die im Zusammenhang mit Gerichtsverfahren oder anderweitig eingereicht werden sollen, sind von dem Komplementär zu unterzeichnen.

## Kapitel V. - Geschäftsjahr - Gewinnausschüttungen

**26. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Oktober und endet am 30. September eines jeden Jahres.

**27. Wirtschaftsprüfer.** Der Jahresabschluss der Gesellschaft ist von einem oder mehreren, von der Hauptversammlung der Aktionäre bestellten Wirtschaftsprüfern zu prüfen, die von der Gesellschaft zu vergüten sind.

## **28. Ausschüttungen.**

### **28.1 Allgemeine Bestimmungen.**

Die Hauptversammlung der Aktionäre wird auf Vorschlag des Komplementärs und in dem vom luxemburgischen Recht gesteckten Rahmen festlegen, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind, und kann von Zeit zu Zeit die Zahlung von Dividenden festlegen oder den Komplementär zur Festlegung von Dividenden ermächtigen.

Der Komplementär ist insbesondere ermächtigt in eigenem Ermessen Ausschüttungen von Zwischendividenden im Rahmen der gesetzlichen Grenzen zu beschließen. Die Auszahlungen solcher Zwischendividenden unterliegen der Ratifizierung durch die Hauptversammlung der Aktionäre.

Der Komplementär darf insbesondere alle ausschüttbaren Nettoeinkünfte, wie sie vom Komplementär nach seinem freien Ermessen festgelegt werden und welche ohne Einschränkung sämtliche Gelder aus jeder Quelle mit Ausnahme von Kapitaleinzahlungen seitens der Kommanditisten und insbesondere Nettoerträge aus der Veräußerung oder Austausch von Zielanlagen sowie jegliche Gewinnanteile, Zinseinkünfte oder andere Ausschüttungen oder Kapitalrückflüsse, welche die Gesellschaft in Zusammenhang mit Zielinvestments erhält abzüglich (i) alle Kapital- und Zinszahlungen auf eine Drittschuld und andere Beträge, die an solche Darlehensgeber zu zahlen sind (sofern anwendbar) (ii) Barmittel, welche zum Zwecke von Zahlungen oder Reservenbildung für Auslagen, Verbindlichkeiten und Verpflichtungen und (iii) sämtliche Gebühren, die durch die Gesellschaft an den Komplementär oder jeder der Dienstleister die im Prospekt genannt sind, zu zahlen sind. Der Komplementär kann jedoch in eigenem Ermessen beschließen Nettoerträge wieder anzulegen.

Zu jeder Zeit und vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen des Prospektes im Zusammenhang mit einem bestimmten Teilfonds bzw. einer Klasse, werden die Ausschüttungen gemäß Priorität des anwendbaren Ausschüttungswasserfalls der im Prospekt genannt wird.

Zahlungen von Ausschüttungen an Aktionäre sind an deren jeweilige Adresse gemäß dem Aktionärsregister zu leisten.

Sämtliche Ausschüttungen erfolgen ohne von der Gesellschaft zahlbare Einkommens- oder Quellensteuern oder sonstige Steuern, zuzüglich gegebenenfalls bei der Gesellschaft eingegangene Quellensteuern auf Zinsen oder Dividenden oder Kapitalertragssteuern oder Quellensteuern auf die Zinszahlungen von Zielanlagen.

Ausschüttungen werden in der vom Komplementär von Zeit zu Zeit festgelegten Währung und zu dem von ihm festgelegten Zeitpunkt vorgenommen.

Der Komplementär darf entscheiden, anstelle von Barausschüttungen Aktienausschüttungen zu den von ihm festgelegten Bedingungen vorzunehmen.

Jegliche Ausschüttung, die innerhalb von fünf Jahren seit ihrer Festlegung nicht in Anspruch genommen wird, verfällt und fällt auf die Gesellschaft zurück.

Auf eine Ausschüttung, die von der Gesellschaft festgelegt wurde und von ihr zur Verfügbarkeit des Bezugsberechtigten aufbewahrt wird, werden keine Zinsen gezahlt.

Es erfolgt keine Ausschüttung, wenn sie dazu führen würde, dass das Aktienkapital der Gesellschaft unter das gesetzliche Mindestkapital fällt, welches einem Betrag von einer Million zweihundertundfünfzig Euro (EUR 1.250.000,-) entspricht.

### **28.2 Verrechnung**

Der Komplementär ist berechtigt, an einen Kommanditisten ausschüttbare Barmittel gegen Zahlungsverpflichtungen des Kommanditisten gegenüber der Gesellschaft gemäß der Zeichnungsvereinbarung, welche zur Klarstellung alle Zahlungsverpflichtungen des betreffenden Kommanditisten gegenüber der Gesellschaft für den Fall, dass der Kommanditist säumig wird, enthalten soll, zu verrechnen.

## **Kapitel VI. - Auflösung - Schließung - Liquidation**

### **29. Auflösung der Gesellschaft, Schliessung oder Zusammenlegung von Teilfonds.**

#### **29.1 Geschäfts- oder Handlungsunfähigkeit des Komplementärs**

Die Geschäftsunfähigkeit, Auflösung, der Rücktritt, das Ausscheiden, die Insolvenz oder der Bankrott des Komplementärs oder sonstige Gründe, die nach geltendem Recht zur Folge haben, dass der Komplementär handlungsunfähig wird, führen nicht zur Auflösung der Gesellschaft. Zur Klarstellung sei in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass eine Übertragung des Komplementäranteils durch den Komplementär keine Auflösung der Gesellschaft zur Folge hat.

Im Falle der in dem vorstehenden Absatz erwähnten Geschäftsoder Handlungsunfähigkeit des Komplementärs bestellt die Hauptversammlung der Aktionäre durch einen von Kommanditisten gefassten Beschluss, die mindestens 80% der Stammaktien vertreten, vorbehaltlich der Zustimmung der Luxemburger Aufsichtsbehörde, einen neuen Komplementär.

#### **29.2 Freiwillige Auflösung**

Auf Vorschlag des Komplementärs sowie vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung kann die Gesellschaft aufgrund eines für die Änderung dieser Satzung gemäß Artikel 32 der Satzung zu fassenden Beschlusses aufgelöst werden.

Wann immer das Aktienkapital unter zwei Drittel des Mindestkapitals nach Artikel 5 dieser Satzung fällt, muss der Komplementär der Hauptversammlung der Aktionäre die Frage der Auflösung der Gesellschaft stellen. Die Hauptversammlung entscheidet durch einfache Mehrheit der Stimmen, die bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, ohne dass ein bestimmtes Quorum vorausgesetzt wird.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft muss zudem der Hauptversammlung der Aktionäre gestellt werden, wann immer das Aktienkapital unter ein Viertel des Mindestkapitals fällt. In einem solchen Fall wird die Hauptversammlung, ohne dass ein bestimmtes Quorum erreicht werden muss, zusammentreten, und die Auflösung kann von Aktionären beschlossen werden, die ein Viertel der Stimmen der Aktien halten, die bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind.

Die Versammlung muss derart einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von 40 Tagen seit Feststellung dass das Nettovermögen der Gesellschaft unter zwei Drittel oder ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals gefallen ist, abgehalten wird.

Die Ausgabe neuer Stammaktien durch die Gesellschaft wird mit dem Tage der Veröffentlichung der Mitteilung zur Einberufung der Generalversammlung der Aktionäre, welche über die Auflösung und Liquidation der Gesellschaft befindet, eingestellt.

Erlöse, welche nicht von den Aktionären nach Auflösung der Gesellschaft eingezogen worden sind, werden für weitere 6 Monate bei der Depotbank hinterlegt und nach Ablauf dieser Frist für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations hinterlegt.

### 29.3 Schließung eines Teilfonds

Die Teilfonds werden für eine bestimmte Laufzeit aufgelegt und werden nach Ablauf ihrer jeweiligen Dauer, welche für jeden Teilfonds im Prospekt genannt wird, automatisch aufgelöst und liquidiert.

Bei Ablauf der Dauer, wird der Komplementär den jeweiligen Kommanditisten den Nettoinventarwert ihrer Stammaktien (unter Berücksichtigung der dann vorherrschenden Veräußerungspreise der Anlagen sowie der Veräußerungskosten), welcher am letzten Bewertungstag zu dem die Auflösung des Teilfonds in Kraft treten soll ermittelt wird, erstatten.

Zusätzlich, sofern aus irgendeinem Grunde der Wert des Gesamt-Nettovermögens eines Teilfonds oder der Wert des (zurechenbaren) Nettovermögens einer Klasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Betrag fällt bzw. diesen nicht erreicht, welcher im Ermessen des Komplementärs als Mindestbetrag gilt um diesen Teilfonds wirtschaftlich effizient verwalten zu können oder aufgrund einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder monetären Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität, kann der Komplementär beschließen sämtliche Stammaktien der jeweiligen Klasse bzw. Klassen zwangsweise zum jeweiligen Nettoinventarwert per Stammaktie (unter Berücksichtigung der dann vorherrschenden Veräußerungspreise der Anlagen sowie der Veräußerungskosten), welcher am Bewertungstag zu dem ein solcher Beschluss in Kraft treten soll ermittelt wird, zurückkaufen.

Die Gesellschaft wird den Kommanditisten des jeweiligen Teilfonds bzw. Klasse vor dem Tag des In-Kraft-Tretens der Zwangsrücknahme per Mitteilung die Gründe sowie die Prozedur des Rücknahmeverfahrens kommunizieren. Kommanditisten, welche Namensanteile halten, werden schriftlich benachrichtigt.

Sämtliche Zeichnungsanträge werden seit dem Zeitpunkt der Mitteilung der Schließung des jeweiligen Teilfonds ausgesetzt.

Zudem kann die Generalversammlung der Aktionäre eines jeden Teilfonds auf Vorschlag des Komplementärs beschließen einen Teilfonds zu schließen, in welchem Falle die Gesellschaft den jeweiligen Kommanditisten den Nettoinventarwert ihrer Stammaktien (unter Berücksichtigung der dann vorherrschenden Veräußerungspreise der Anlagen sowie der Veräußerungskosten), welcher am letzten Bewertungstag zu dem die Auflösung des Teilfonds in Kraft treten soll ermittelt wird, erstatten. Für eine solche Generalversammlung der Aktionäre eines Teilfonds gelten keine Anwesenheitsanforderungen und die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gefasst.

Erlöse, welche nicht von den Aktionären nach Auflösung des Teilfonds eingezogen worden sind, werden für weitere 6 Monate bei der Depotbank hinterlegt und nach Ablauf dieser Frist für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations hinterlegt.

### 29.4 Verschmelzung, Teilung oder Übertragung von Teilfonds oder Klassen

Sofern aus irgendeinem Grunde der Wert des Nettovermögens eines Teilfonds oder der Wert des (zurechenbaren) Nettovermögens einer Klasse innerhalb eines Teilfonds unter einen Betrag fällt bzw. diesen nicht erreicht, welcher im Ermessen des Komplementärs als Mindestbetrag gilt um diesen Teilfonds wirtschaftlich effizient verwalten zu können oder aufgrund einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder monetären Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität, kann der Komplementär beschließen, den Kommanditisten dieses Teilfonds den Umtausch ihrer Stammaktien in Stammaktien eines anderen Teilfonds gemäß der durch den Komplementär festzusetzenden Bedingungen vorzuschlagen.

Sämtliche Zeichnungsanträge werden seit dem Zeitpunkt der Mitteilung der Verschmelzung oder Übertrag des jeweiligen Teilfonds ausgesetzt.

Unter den gleichen Umständen wie im ersten Absatz kann der Komplementär beschließen die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, bei dem

es sich um einen Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen handelt, oder einen Teilfonds eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen (der „Neue Teilfonds“) zuweisen, sowie die Stammaktien der entsprechenden Klasse oder Klassen als Stammaktien einer anderen Klasse umzubezeichnen (gemäß einer Teilung oder Konsolidierung, sofern erforderlich, und die Auszahlung eventueller entsprechender Spitzenerträge an die Kommanditisten zu veranlassen). Eine solche Entscheidung wird den Kommanditisten mitgeteilt (und diese Mitteilung wird Information zu dem neuen Teilfonds beinhalten). Diese Mitteilung erfolgt mindestens einen Monat vor dem Datum des In-Kraft-Tretens Verschmelzung um den betroffenen Kommanditisten die kostenlose Rücknahme ihrer Stammaktien während dieser Frist zu erlauben.

Unter den gleichen Umständen kann der Komplementär die Reorganisation eines Teilfonds oder einer Klasse im Wege einer Teilung in zwei oder mehrere Teilfonds oder Klassen beschließen. Eine solche Entscheidung wird den Kommanditisten mitgeteilt (und diese Mitteilung wird Information zu den zwei oder mehreren Klassen beinhalten). Diese Mitteilung erfolgt mindestens einen Monat vor dem Datum des In-Kraft-Tretens der Teilung um den betroffenen Kommanditisten die kostenlose Rücknahme oder Umtausch ihrer Stammaktien während dieser Frist zu erlauben.

Ungeachtet der Befugnisse zugunsten des Komplementärs gemäß den vorhergehenden Absätzen, kann eine solche Reorganisation eines Teilfonds oder Klasse innerhalb der Gesellschaft (auf dem Wege einer Verschmelzung oder Teilung) durch die Generalversammlung der Aktionäre der entsprechenden Klasse oder Klassen oder des Teilfonds beschlossen werden. Für eine solche Generalversammlung der Aktionäre eines Teilfonds gelten keine Anwesenheitsanforderungen und die Beschlüsse betreffend der Verschmelzung oder Teilung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gefasst.

Die Einbringung sämtlicher Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen oder einen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen bedürfen einen Beschluss der Kommanditisten der jeweiligen Klasse oder Klassen des jeweiligen Teilfonds, welche einer Anwesenheitsanforderung von 50% der im Umlauf befindlichen Stammaktien sowie einer Mehrheitsanforderung von zwei Drittel der in der Versammlung anwesenden oder vertretenen Stammaktien bedürfen, es sei denn diese Verschmelzung betrifft die Verschmelzung mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen des vertraglichen Typs (fonds commun de placement) oder mit einem ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen, in welchem Falle die Beschlüsse lediglich die Kommanditisten binden, welche sich für die Verschmelzung ausgesprochen haben.

**30. Liquidation.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Generalversammlung der Aktionäre einen oder mehrere Liquidatoren ernennen, welche damit beauftragt werden die Vermögenswerte der Gesellschaft, unter Beaufsichtigung durch die jeweiligen Aufsichtsbehörde und im besten Interesse der Aktionäre, zu realisieren. Der Liquidationserlös eines jeden Teilfonds, abzüglich von sämtliche Liquidationsauslagen, werden durch den bzw. die Liquidatoren entsprechend ihrer jeweiligen rechte zwischen den Aktionären jeder Klasse ausgeschüttet.

Beträge welche bei Beendigung des Liquidationsverfahrens nicht durch die jeweiligen Aktionäre eingefordert werden, werden im Einklang mit dem Luxemburger Gesetz, bei der Caisse de Consignation bis zum Ablauf der gesetzlichen Fristen hinterlegt.

## Kapitel VII. - Schlussbestimmungen

**31. Die Depotbank.** Die Gesellschaft wird mit einer Bank oder einem Kreditinstitut gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in der jeweils geltenden Fassung einen Depotvertrag abschließen.

Die Depotbank hat die in dem Gesetz von 2007 beschriebenen Pflichten und Verantwortlichkeiten.

Sofern die Depotbank aus dem Vertragsverhältnis ausscheiden möchte, wird sich der Komplementär nach besten Kräften bemühen, eine Nachfolgerdepotbank zu finden und wird diese als Nachfolgerin der ausscheidenden Depotbank bestellen. Der Komplementär kann den Vertrag mit der Depotbank beenden, wird der Depotbank jedoch erst dann kündigen, wenn eine Nachfolgerdepotbank bestellt und diese bereit ist, anstelle der Depotbank zu handeln. Sowohl im Falle des freiwilligen Ausscheidens der Depotbank als auch in dem Falle, dass der Komplementär den Vertrag mit der Depotbank kündigt, wird die Depotbank bis zu ihrer Ablösung, die innerhalb von zwei Monaten erfolgen muss, sämtliche Maßnahmen ergreifen, die erforderlich sind, um die Interessen der Anleger angemessen zu wahren.

**32. Änderung dieser Satzung.** Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung, sowie in dem gemäß dem Gesetz von 1915 zulässigen Rahmen, sind gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zum Zwecke der Änderung der Satzung einberufene Hauptversammlungen der Aktionäre, oder zum Zwecke der Lösung von Angelegenheiten einberufene Versammlungen, in deren Zusammenhang die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen oder die Bestimmungen dieser Satzung auf für Änderungen dieser Satzung anwendbare Bestimmungen verweisen, beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Sofern eine solche Beschlussfähigkeit nicht gegeben ist, wird eine zweite Hauptversammlung der Aktionäre einberufen, die unabhängig von dem bei dieser zweiten Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital wirksam Beschlüsse fasst.

Bei beiden Versammlungen sind Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der von den bei der Versammlung jeweils anwesenden oder vertretenen Aktionären abgegebenen Stimmen zu fassen. Gemäß dieser Satzung und dem Gesetz von 1915 steht die Wirksamkeit von Änderungen dieser Satzung durch die Hauptversammlung der Aktionäre unter dem Vorbehalt der vorherigen Zustimmung des Komplementärs.

**33. Schadloshaltung.** Die Gesellschaft wird den Komplementär, die Verwaltungsgesellschaft und den Anlageberater sowie deren Amtsträger, Direktoren, Mitarbeiter und Teilhaber, (jeder ein „zu Entschädigender“) für jegliche Forderungen, Verbindlichkeiten, Kosten und Auslagen, welche diesen im Zusammenhang mit der Erfüllung ihrer Aufgaben in ihrer jeweiligen Eigenschaft mit Ausnahme von Betrug oder grob fahrlässigen oder absichtlichen Fehlverhalten entstehen, schadlos halten.

Die Kommanditisten sind nicht einzeln für diese Schadloshaltung verpflichtet und können zudem lediglich im Rahmen ihres Investments in die Gesellschaft sowie ihrer Uneingezahlten Kapitalzusage verpflichtet werden.

Die zu Entschädigenden übernehmen keine Haftung für jegliche Schäden der Gesellschaft oder von Aktionären die im Zusammenhang mit den Dienstleistungen entstehen, die gemäß Prospekt und der Satzung erbracht werden und jeder zu Entschädigende wird aus den Vermögenswerten der Gesellschaft entschädigt und schadlos gehalten für sämtliche Handlungen, Verfahren, angemessene Kosten, Verpflichtungen, Auslagen, Verluste, Schäden oder Verbindlichkeiten, welche sie im Zusammenhang mit der Führung der Geschäftstätigkeiten der Gesellschaft oder in der Ausführung oder Erbringung ihrer Aufgaben, Macht, Autorität oder Ermessen im Einklang mit den Bedingungen ihrer Beauftragung eingehen oder erleiden, hierin inbegriffen und ohne Einschränkung der Allgemeinheit des Vorherstehenden, sämtliche Kosten, Auslagen, Verluste oder Verpflichtungen welche ihnen im Zusammenhang mit der Verteidigung (ob erfolgreich oder anderweitig) in Zivilverfahren betreffend die Gesellschaft oder ihrer Geschäftstätigkeiten in Luxemburg oder im Ausland entstehen, es sei den diese Handlungen, Verfahren, Kosten, Verpflichtungen, Auslagen, Verluste Schäden oder Verbindlichkeiten resultieren aus Betrug oder grob fahrlässigen oder absichtlichen Fehlverhalten seitens des zu Entschädigenden.

Sofern festgestellt wird, dass ein zu Entschädigender einen Betrug begangen, grob fahrlässig gehandelt oder sich eines absichtlichen Fehlverhaltens schuldig gemacht hat, sind von dem zu Entschädigenden sämtliche von der Gesellschaft für ihn gemäß den Bestimmungen des vorangehenden Absatzes beglichenen Kosten zu tragen.

**34. Geltendes Recht.** Sämtliche nicht dieser Satzung unterliegenden Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007.

#### *Übergangsbestimmungen*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 30. September 2011.

Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre wird im Jahr 2012 abgehalten.

#### *Zeichnung*

Das Gesellschaftskapital wurde folgendermaßen gezeichnet:

Komplementäranteil	
Zeichner	Anzahl der Aktien
MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l. . . . . .	1
Stammaktien:	
Zeichner	Anzahl der Stammaktien
MAMA Sustainability Fund Management S.à r.l. . . . . .	1
MAMA Sustainable Incubation AG . . . . .	29

Der Komplementäranteil und die Stammaktien sind vollständig in bar eingezahlt, und der Gesellschaft steht somit nunmehr ein Betrag in Höhe von einunddreißig tausend (EUR 31.000,-) zur freien Verfügung, worüber dem Notar ein ordnungsgemäßer Nachweis erbracht wurde.

#### *Erste außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre*

Die vorstehend genannten Aktionäre der Gesellschaft, die die Gesamtheit der Aktien vertreten und sich als ordnungsgemäß geladen ansehen, haben sofort eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre abgehalten und dabei die folgenden einstimmigen Beschlüsse gefasst:

- 1) Die Anschrift des Sitzes der Gesellschaft ist 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
- 2) Die folgende Person ist zum Wirtschaftsprüfer bestellt:  
PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
- 3) Die Amtszeit des Wirtschaftsprüfers endet bei der ersten Jahreshauptversammlung der Aktionäre, die im Jahr 2012 abgehalten wird.

#### *Erklärung*

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er sich versichert hat, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 15. August 1915 aufgeführten Bedingungen vorliegen und führt ausdrücklich an, dass diese Bedingungen erfüllt worden sind.

*Ausgaben*

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehenden Ausgaben, von ihr zu entrichtenden Vergütungen und in sonstiger Weise zu bestreitenden Aufwendungen belaufen sich auf schätzungsweise tausendachthundert Euro (1.800,- EUR).

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der oben genannten Erschienenen diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, und dem englischen Text noch eine deutsche Übersetzung folgt. Auf Wunsch derselben Erschienenen hat im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version Vorrang.

Worüber notarielle Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, an dem eingangs genannten Tag.

Nachdem der Notar das vorliegende Dokument den Erschienenen, deren Vor- und Nachnamen, Zivilstand und Wohnsitz ihm bekannt sind, vorgelesen hat, haben die Erschienenen und der Notar diese Urkunde gemeinsam unterzeichnet.

Gezeichnet: H. DA CRUZ, P. PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 31 mai 2010. DIE/2010/4987. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. Tholl.

FÜR BEGLAUBIGTE KOPIE, ZUR VERÖFFENTLICHUNG IM MÉMORIAL C.

Ettelbrück, den 14. Juni 2010.

*Der Notar*

Référence de publication: 2010072232/1705.

(100085230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2010.

**Credit Suisse Prime Capital (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: ZAR 362.048,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 149.389.

En date du 31 mai 2010, les associés ont pris les résolutions suivantes:

Acceptation de la démission de Germain Trichies, avec adresse professionnelle au 5, rue Jean Monnet, L-2013 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet au 17 mai 2010.

Acceptation de la démission de Fernand Schaus, avec adresse professionnelle au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet au 17 mai 2010.

Nomination de Sophie Mellinger, avec adresse professionnelle au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Nomination de Jorge Pérez Lozano, avec adresse professionnelle au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Nomination de Georges Zimer, avec adresse professionnelle au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, en tant que gérant avec effet au 17 mai 2010 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2010.

*Pour la société*

TMF Management Luxembourg S.A.

Signatures

*Domiciliataire*

Référence de publication: 2010089148/25.

(100077244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2010.

**Casa Reha Luxembourg S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.000.100,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 129.797.

Lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 31 mai 2010, les associés ont décidé de nommer Nadia Dziwinski avec adresse professionnelle au 7 A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B avec effet immédiat et pour une durée indéterminée

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 3 juin 2010.

Référence de publication: 2010066094/13.

(100081504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Cheetah Resources, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 149.777.

—  
*Extract of the written resolutions taken by the sole shareholder of the Company on June 2, 2010:*

Mr. Lloyd Hyunsoo Hong has resigned from his position of type B manager of the Company with effective date on June 2, 2010.

It is proposed that Mr. Robin Merrifield, born on October 3, 1942 in Upington, South Africa, residing at 2080 Flynn PL, North Vancouver BC V7P 3H8, Canada, be appointed as type B manager of the Company with effective date on June 2, 2010 for an unlimited duration.

Consequently, the board of managers of the Company is now constituted as follows:

- Cédric Carnoye as type A manager of the Company;
- Steven Dale Magnuson as type B of the Company;
- Robin Merrifield as type B manager of the Company; and
- Hugo Froment as type C manager of the Company.

**Suit la traduction française de ce qui précède:**

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 2 juin 2010:*

M. Lloyd Hyunsoo Hong a démissionné de sa position de gérant de type B de la Société avec effet au 2 juin 2010.

Il est proposé que M. Robin Merrifield, né le 3 octobre 1942 à Upington, Afrique du Sud, résidant au 2080 Flynn PL, Vancouver Nord BC V7P 3H8, Canada, soit nommé gérant de type B de la Société avec effet au 2 juin 2010 pour une durée indéterminée.

Par conséquent, le conseil de gérance de la Société est maintenant composé comme suit:

- Cédric Carnoye comme gérant de type A de la Société;
- Steven Dale Magnuson comme gérant de type B de la Société;
- Robin Merrifield comme gérant de type B de la Société; et
- Hugo Froment comme gérant de type C de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010069529/32.

(100081499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Kelson Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CAD 20.250,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 130.500.

—  
*Extrait des Résolutions prises par l'Associé Unique*

1/ L'Associé Unique a constaté et accepté la démission présentée par TMF CORPORATE SERVICES S.A. en date du 21 mai 2010 et l'Associé Unique a décidé de nommer en remplacement comme gérants avec effet au 21 mai 2010 et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Nicolas Gérard, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
- Monsieur Lorenzo Barcaglioni, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg

De telle sorte que le Conseil de Gérance se compose désormais comme suit:

- M. Nicolas Gérard, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;
- M. Lorenzo Barcaglioni, ayant son adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

2/ L'Associé Unique a décidé de transférer le siège social de la société avec effet au 21 mai 2010 du 1, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08 juin 2010.

S G G S.A.

Signatures

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010069642/24.

(100081265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**DSTI Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 1.374.800,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 103.490.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2010.

Référence de publication: 2010066120/11.

(100081233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Enceladus Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 90.141.

---

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg concernant l'actionnariat la Société:

L'ancien associé unique, Cavour Investments S.à r.l., société à responsabilité limitée qui était inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro B 108 054, a été dissoute le 10 avril 2009. Suivant l'article V. de l'acte de dissolution l'actionnaire unique de Cavour Investments S.à r.l., BRINDISI Holding Limited a repris tous les actifs et passifs de Cavour Investments S.à r.l..

Par conséquent, l'associé unique de la Société est BRINDISI Holding Limited, limited company, inscrite au Registre du Commerce de Chypre sous le numéro Chypre 133660 et ayant son siège social au 199 Makarios III Avenue, CY-3608 Limassol, Chypre.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2010066127/19.

(100081453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**FDM Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 121.757.

---

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

*Gérant*

Référence de publication: 2010066138/12.

(100082009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**FFH Financial Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 61.605.

---

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 28 mai 2010, l'actionnaire unique a décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers Luxembourg, avec siège social au 400, Route d'Esch, L-1471 Luxembourg en tant

que commissaire, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juin 2010.

Référence de publication: 2010066140/13.

(100081505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**RMB Private Equity SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 133.897.

*Extrait des décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire, tenue à Senningerberg le 11 décembre 2009:*

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- De renouveler les mandats de Mr. Glyn Aneurin Owen (Président), Mr. Robert Rhodes, Mr. Gert Vorster, Mr. Leon Andre Coetzee, Mr. Austin O'Connor et Mr. Henry Kelly en tant qu'administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2010.

- De noter la nouvelle adresse professionnelle de Mr. Glyn Aneurin Owen et de Mr. Robert Rhodes comme suit: 20 Gracechurch Street, EC3V 0BG London, Royaume -Uni.

Au 11 décembre 2009 le Conseil d'Administration se compose comme suit:

\* Mr. Glyn Aneurin Owen (Président du Conseil d'Administration)

\* Mr. Robert Rhodes

\* Mr. Gert Vorster

\* Mr. Leon Andre Coetzee

\* Mr. Austin O'Connor

\* Mr. Henry Kelly

- De renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers S.à.r.l., en tant que réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels au 30 juin 2010.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2010.

J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

*En tant qu'agent domiciliataire de RMB PRIVATE EQUITY SICAV-SIF*

Grigore Bobina

Référence de publication: 2010069370/29.

(100081034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2010.

---

**Financière Titania S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 42.229.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 25 mai 2010, les actionnaires ont décidé:

1. de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

- Tania Racy, avec adresse privée au 197, Rue Adolfo Tabacow, 01453-040, São Paulo, Brésil

- João Barbuto, avec adresse privée au 667, Rua Dr. Manuel Maria Tourinho, 01236-000, São Paulo, Brésil

- Luiz Olavo Baptista, avec adresse professionnelle au 1294, Avenida Paulista, 01310-915, São Paulo, Brésil

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011.

2. de renouveler le mandat d'Eurofid S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg en tant que commissaire, pour une période venant à échéance lors de pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 7 juin 2010.

Référence de publication: 2010066146/21.

(100081506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Enovos Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 44.683.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de Enovos Luxembourg S.A. du 5 février 2010 à Esch/Alzette*

Il résulte du Conseil d'Administration du 5 février 2010 que:

Monsieur Peter FRANKENBERG, né le 12.10.1961 à Hamm et ayant son adresse professionnelle à Huttropstraße 60, D-45138 Essen a été nommé administrateur par cooptation, en remplacement de Monsieur Achim SAUL. La cooptation de Monsieur FRANKENBERG devra être confirmée à la prochaine assemblée générale.

Monsieur Johan VAN BRAGT, né le 14.02.1963 à Brecht et ayant son adresse professionnelle à Regentlaan, 8, B-1000 Brüssel, a été nommé administrateur par cooptation, en remplacement de Monsieur Arno BÜX. La cooptation de Monsieur VAN BRAGT devra être confirmée à la prochaine assemblée générale.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors à la date du 5 février 2010 comme suit:

Marco HOFFMANN	Président
Johan VAN BRAGT	Administrateur
Luc DISWISCOUR	Administrateur
Fernand FELZINGER	Administrateur
Peter FRANKENBERG	Administrateur
Henri HAINE	Administrateur
Tim HARTMANN	Administrateur
Guy LENTZ	Administrateur
Jean LUCIUS	Administrateur
Georges REDING	Administrateur
Gaston REINESCH	Administrateur
Georges REUTER	Administrateur
Claude SEYWERT	Administrateur
Nico WIETOR	Administrateur

Esch/Alzette, le 27 avril 2010.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010086458/33.

(100076735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2010.

---

**Givieffe Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 112.641.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration du 2 juin 2010*

Est élu Président du Conseil d'administration Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L- 1653 Luxembourg qui déclare accepter.

La durée de sa présidence sera fonction de celle de son mandat d'administrateur et tout renouvellement, démission ou révocation de celui-ci entraînera automatiquement et de plein droit le renouvellement ou la cessation de ses fonctions présidentielles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 4 juin 2010.

Référence de publication: 2010066164/16.

(100081282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Gorgone S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 100.329.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 31 mai 2010:*

1. L'assemblée générale accepte la démission de Monsieur Romano A. RHEINBERGER de son poste d'administrateur.
2. L'assemblée générale décide de nommer comme nouvel administrateur:
  - Monsieur Thomas HAEUSLER, né le 01.03.1965 à Lenzburg (Suisse), demeurant à 28 Tomlinson Road #13-28 Singapour 247854.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg, le 31 mai 2010.

Pour GORGONE S.A.

Signature

Référence de publication: 2010066168/16.

(100081213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Maraton International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 104.318.

—  
EXTRAIT

L'Assemblée générale du 9 juin 2010 a renouvelé les mandats des administrateurs.

- Madame Michelle DELFOSSE, Administrateur, ingénieur civil, 6, rue Adolphe L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Monsieur Manuel HACK, Administrateur, Président, maître es sciences économiques, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg;
- Monsieur Laurent HEILIGER, Administrateur, licencié en sciences commerciales et financières, 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

L'assemblée générale du 9 juin 2010 a renouvelé le mandat du Commissaire aux comptes.

- AUDIT.LU, réviseur d'entreprises, 42, rue des Cerises, L-6113 Junglinster, R.C.S. Luxembourg B 113.620

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2010.

Luxembourg, le 9 juin 2010.

Pour MARATON INTERNATIONAL S.A.

Société anonyme

Signature

Référence de publication: 2010069338/22.

(100081148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2010.

---

**Griven S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 90.021.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 31 mai 2010:*

1. L'assemblée générale accepte la démission de M. Romano A. RHEINBERGER de son poste d'administrateur de catégorie A.
2. L'assemblée générale décide de nommer comme nouvel administrateur de catégorie A:
  - Monsieur Thomas HAEUSLER, né le 01.03.1965 à Lenzburg (Suisse), demeurant à 28 Tomlinson Road #13-28 Singapour 247854.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2014.

Luxembourg, le 31 mai 2010.

Pour GRIVEN S.A.

Signature

Référence de publication: 2010066170/17.

(100081214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Health Care Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1734 Luxembourg, 2, rue Carlo Hemmer.  
R.C.S. Luxembourg B 120.396.

—  
EXTRAIT

Il résulte des décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2010:

- que le siège social a été transféré de 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, à 2, rue Carlo Hemmer, L-1734 Luxembourg;
- que Monsieur Pascal FABECK, employé privé, né le 16.11.1968 à Arlon, demeurant professionnellement à 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, a été nommé commissaire aux comptes en remplacement de Optio Expert-Comptable et Fiscal S.à r.l. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pour extrait conforme  
*Un administrateur*

Référence de publication: 2010066182/16.

(100081471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Nikko Asset Management Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 123.103.

—  
EXTRAIT

1/ Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 08 juin 2010 que les mandats des administrateurs suivants sont renouvelés jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes annuels au 31 mars 2011:

- Nicolaus Bocklandt, avec adresse professionnelle au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg;
- Keith Richardson, avec adresse professionnelle au 9-7-1, Midtown Tower, Akasaka, Minato-ku, J-107-6242 Tokyo;
- Michael Mulholland, avec adresse professionnelle au 1, London Wall, EC2Y 5 AD Londres, Royaume-Uni.

2/ De même, le mandat de réviseur d'Entreprises de PricewaterhouseCoopers, société domiciliée au 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 65.477, est également renouvelé jusqu'à l'assemblée générale qui approuvera les comptes annuels au 31 mars 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Nikko Asset Management Luxembourg S.A.*  
S G G S.A.  
Signatures  
*Mandataire*

Référence de publication: 2010069706/21.

(100081266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Investec Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 360.458.640,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.  
R.C.S. Luxembourg B 52.359.

—  
EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée par l'associé unique de la société, en date du 20 mai 2010:

1. Messieurs Robert Clifford et Morteza Mirghavameddin ont été révoqués en tant que gérant de la société, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010066185/15.

(100081479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Medfort S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 151.464.

—  
EXTRAIT

La résolution de l'actionnaire unique tenue en date du 8 juin 2010 a approuvé les résolutions suivantes:

- Monsieur Lars Ruppert, avec adresse au Geroltstr. 43, 80339 München, Germany et Monsieur Wolf Waschkuhn, avec adresse au 23, Belgrave Gardens, London NW8 0QY, United Kingdom sont élus nouveaux gérants de la société avec effet au 8 juin 2010 et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 10 juin 2010.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010066244/15.

(100081502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**NFO (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 17.333.775,00.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 94.757.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 11 mai 2010*

L'associé unique de la Société prend acte de la démission de Louis Mevis en tant que gérant de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

En conséquence de ce qui précède, le conseil de gérance de la Société est composé comme suit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010:

- M. Thierry Lenders, gérant;
- M. Lennart Stenke, gérant;
- M. Emile van Popering, gérant;
- M. Hendrik Johannes Antonius van Breemen, gérant;
- M. Michel de Bodt, gérant;
- M. Peter Gerrard, gérant; et
- M. Marc Feider, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NFO (Luxembourg) S.à r.l.

Signatures

Mandataire / Mandataire

Référence de publication: 2010086498/24.

(100076249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2010.

---

**Mikos, Société Civile.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg E 267.

—  
DISSOLUTION

L'an deux mille dix, le 8 juin

La société QUEMAN INVEST Inc., avec siège à Omarhodge Building, Wickham's PoBox 985, Roadtown Tortola, British Virgin Islands ici représentée par De Cillia Michel demeurant 17, rue de Gondelange à L-5465 Waldbredimus.

et

Serge Loudvig, demeurant 104 rue de Beggen L-1220 Luxembourg.

décident par acte sous seing privé la dissolution de la société Mikos Société Civile sise 7, val St Croix à Luxembourg avec effet au 8 juin 2010.

Les livres et documents sociaux seront conservés auprès du Bureau comptable De Cillia Michel sis 17, rue de Gondelange L-5465 à Waldbredimus pendant cinq ans.

Fait à Luxembourg, le 8 juin 2010.

Serge Loudvig / Queman Invest Inc

Référence de publication: 2010066256/19.

(100082027) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Opacco Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 38.162.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 25 mai 2010, les actionnaires ont décidé:

1. de renouveler le mandat des administrateurs suivants:

- Gérard Becquer, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg
- João Barbuto, avec adresse privée au 667, Rua Dr. Manuel Maria Tourinho, 01236-000, São Paulo
- Deyse Simão Racy, avec adresse privée au 217, rua Escocia, 01453-000, São Paulo
- Luiz Olavo Baptista, avec adresse professionnelle au 1294, Avenida Paulista, 01310-915, São Paulo

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011.

2. de renouveler le mandat d'Eurofid S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg en tant que commissaire, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2010 et qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 juin 2010.

Référence de publication: 2010066270/20.

(100081507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**C.A.S. Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 68.168.

*Extrait des résolutions du Conseil d'Administration tenue le 3 Mai 2010*

En date du 3 Mai 2010, le Conseil d'Administration de CAS Services S.A. (la "Société") a pris la résolution suivante:

- De terminer le mandat de Madame Christelle Ferry en tant que Administrateur Délégué de la Société et donc de ne plus déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à Madame Christelle Ferry, et ce avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> mai, 2010

Luxembourg, le 3 Mai 2010.

Christelle Ferry / Phill Williams

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2010069526/15.

(100081279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**Portland Capital Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 126.942.

**EXTRAIT**

Il ressort d'un contrat signé le 18 décembre 2009 que Monsieur George KOUNTOURIS a transféré, avec effet au 18 décembre 2009, 1 (une) part sociale de la Société à DIOMEDES LIMITED, une société (company limited by shares) des Iles Cayman, ayant aujourd'hui son siège social au Walker House, 87, Mary Street, George Town, KY1-9005, Grand Cayman, Iles Cayman, et inscrite auprès du Registrar of Companies des Iles Cayman sous le numéro CR-173271, ci-après "Diomedes Limited".

Diomedes Limited, qui détenait déjà 99 (quatre-vingt-dix-neuf) parts sociales de la Société, détient dès lors, depuis le 18 décembre 2009, les 100 (cent) parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2010.

*Pour Portland Capital Group S.à r.l.*

Référence de publication: 2010066273/19.

(100081498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2010.

---

**CMH Vertriebs Service I GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 93.850.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 juin 2010.

Référence de publication: 2010067677/10.

(100082065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**Duchy Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 109.282.

En date du 31 mai 2010, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Acceptation de la démission de Georges Zimer, avec adresse professionnelle au 5, rue Jean Monet, L-2180 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet au 17 mai 2010.

Acceptation de la démission de Mario Meisch, avec adresse professionnelle au 5, rue Jean Monet, L-2180 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet au 17 mai 2010.

Nomination de John Vlahoplus, avec adresse professionnelle au 11, Madison Avenue, NY 10010 New York, Etats-Unis, en tant que gérant avec effet au 17 mai 2010 et pour une durée indéterminée.

Nomination de Sophie Mellinger, avec adresse professionnelle au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Nomination de Jorge Pérez Lozano, avec adresse professionnelle au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en tant que gérant avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> juin 2010.

*Pour la société*

TMF Management Luxembourg S.A.

Signatures

*Domiciliaire*

Référence de publication: 2010089150/25.

(100077231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2010.

---

**C View S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 117.913.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 20 mai 2010*

A Luxembourg,

L'assemblée décide à l'unanimité de renouveler pour une période de 6 ans, jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2016, le mandat des administrateurs suivants:

- Madame Magalie Hilcher, née le 5 janvier 1978 à Algrange (France) et demeurant professionnellement au 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg,

- Monsieur Lex THIELEN, né le 21 juillet 1962 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg,

- Monsieur Philippe STROESSER, né le 30 octobre 1969 à Barr (France) et demeurant professionnellement au 10, rue Willy Goergen, L-1636 Luxembourg.

L'assemblée décide à l'unanimité de renouveler pour une période de 6 ans, jusqu'à l'assemblée qui se tiendra en 2016, le mandat du commissaire aux comptes, la société à responsabilité limitée SAINT GERANT INVESTISSEMENT, S.à r.l.,

en abrégé SGI, avec siège social à L1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 87.458.

Luxembourg, le 20 mai 2010.

*Pour la société*

Signature

Référence de publication: 2010086530/24.

(100076681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2010.

---

**CMI Insurance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 67.803.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 10 juin 2010.

Référence de publication: 2010067680/10.

(100082068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**EDEL Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte-Croix.

R.C.S. Luxembourg B 109.013.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010067701/10.

(100082051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**Finconex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5366 Munsbach, 222, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 41.720.

---

Le bilan et l'annexe légale au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg à la date susmentionnées.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010067716/10.

(100082045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**Fondinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2529 Howald, 30, rue des Scillas.

R.C.S. Luxembourg B 110.657.

---

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 6 février 2009 que l'assemblée des actionnaires décide de renouveler les mandats d'administrateurs de Messieurs Pavel Destree demeurant à L-7626 Larochette, 55, Chemin Jean Antoine Zinnen et Viacheslav Evdokimov.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.

L'Assemblée générale des actionnaires décide d'accepter la démission de Monsieur Oleg Polyakov de son mandat d'administrateur avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2007, et décide de nommer Madame Anna Orlova née à Moscou (Russie), le 26 novembre 1972, demeurant L-7626 Larochette, 55, Chemin Jean Antoine Zinnen en tant que nouvel administrateur avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2007, en remplacement de l'administrateur démissionnaire.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.

L'Assemblée générale des actionnaires décide de révoquer le commissaire aux comptes Monsieur Richard Gauthrot, avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2007.

L'Assemblée générale des actionnaires décide de nommer Monsieur Edouard Maire, Expert Comptable, né à Rennes (France), le 18 mai 1977, demeurant à L-2538 Luxembourg, 1, rue Nic Simmer, en tant que nouveau commissaire aux comptes en remplacement du commissaire aux comptes révoqué avec effet au 1<sup>er</sup> décembre 2007.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2010067717/27.

(100082023) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

---

**The Turquoise EM Lux Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1160 Luxembourg, 16, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 141.428.

—  
EXTRAIT

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue au siège social le 30 avril 2010 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'assemblée a ré-élu Monsieur Alexandre Labbe, (demeurant en France) à la fonction d'Administrateur pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2011.

2. L'assemblée a élu comme Administrateurs jusqu'à la prochaine élection générale qui se tiendra en 2011.

- M. Lionel Erdely (demeurant à NY-10020 New York, 1251 Avenue of the Americas, Etats-Unis d'Amérique)

- M. Lionel Paquin (demeurant à F-92987 Paris, 17 Cours Valmy, France)

3. L'assemblée a noté la démission de Messieurs François Barthelemy (demeurant aux Etats-Unis) et de Stanislas Debreu (demeurant aux Etats-Unis) avec effet au 30 avril 2010.

En remplacement de ces administrateurs, l'assemblée a élu comme Administrateurs jusqu'à la prochaine élection générale qui se tiendra en 2011:

- M. Lior Segev (demeurant à NY-10020 New York, 1251 Avenue of the Americas, Etats-Unis d'Amérique)

- M. Mathieu Vaissié (demeurant à F-92987 Paris, 17 Cours Valmy, France)

- Monsieur Benoni Dufour (demeurant au L-5713 Aspelt - 15 Op der Sank, Luxembourg).

4. L'assemblée a ré-élu Deloitte S.A. à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2011.

*Pour The Turquoise EM LUX Fund*

HSBC Securities Services (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010089174/27.

(100077326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2010.

---

**GWM, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 121.837.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 mai 2010*

En date du 11 mai 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Sigieri Diaz Della Vittoria Pallavicini, de Monsieur Arturo Nattino, de Monsieur Andrea Nattino, de Monsieur Giacomo Scribani Rossi et de Monsieur Moataz El-Sherif en qualité d'Administrateurs pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011

Luxembourg, le 4 juin 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

*Le Conseil d'Administration*

Référence de publication: 2010069292/16.

(100081189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2010.

---

**Genoa Venture S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 136.387.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2010.  
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2010067744/11.

(100082025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

**Gustaf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.  
R.C.S. Luxembourg B 93.267.

Les comptes annuels au 30 avril 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010067748/10.

(100082053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2010.

**Sedellco S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 35.443.

*Extrait des résolutions prises par l'Actionnaire unique en date du 18 mai 2010.*

1. Les démissions de:

- Monsieur Alain RENARD, employé privé, né le 18 juillet 1963 à Liège, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de ses mandats d'Administrateur et de Président du Conseil d'Administration
  - Madame Chantal MATHU, employée privée, née le 8 mai 1968 à Aye, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de son mandat d'Administrateur, et de
  - Madame Isabelle SCHUL, employée privée, né le 30 janvier 1968 à Arlon, Belgique, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, de son mandat d'Administrateur,
- sont actées.

2. Sont nommés Administrateurs en leur remplacement:

- Monsieur Fons MANGEN, réviseur d'entreprises, demeurant au 147, rue de Warken, L-9088 Ettelbruck
- Madame Carine REUTER-BONERT, employée privée, demeurant au 5, rue des Champs, L-3332 Fennange
- Monsieur Jean-Hugues ANTOINE, comptable, demeurant au 7, rue de la Sartelle, B-6810 Izel.

Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

3. La démission de la société FIN-CONTROLE S.A., société anonyme de droit luxembourgeois avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, Bâtiment F, L-1882 Luxembourg, de son mandat de Commissaire aux Comptes de la société, est actée.

4. La société RAMLUX S.A., société anonyme de droit luxembourgeois enregistrée sous le numéro RCS Luxembourg B-53.438, ayant notre siège social au 9B, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, est nommée Commissaire aux Comptes en son remplacement. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

5. Le siège social de la société est transféré du 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, au 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg avec effet immédiat.

Fait à Luxembourg, le 18 mai 2010.

Certifié sincère et conforme

Pour SEDELLCO S.A. SPF

Signatures

Référence de publication: 2010089313/33.

(100077316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2010.

**Newton Gestion Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 31.993.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 30 mars 2010*

En date du 30 mars 2010, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Nicolas Schimel, d'UFF International SA et de Union Financière de France Banque en qualité d'Administrateurs, pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011

- de renouveler le mandat de Ernst & Young en qualité de Commissaire aux Comptes pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2011.

Luxembourg, le 3 juin 2010.

Pour extrait sincère et conforme

Signatures

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2010069356/18.

(100081196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2010.

---

**Sea-Invest Afrique S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 12.222.000,00.**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 133.563.

—  
*Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 10 août 2009.*

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, décide:

de nommer un administrateur supplémentaire et de nommer à ce poste Monsieur Gérard LONGUET, né le 24 février 1946 à Neuilly-sur-Seine, France et demeurant professionnellement au 1/3 Rue Danton, F-92300 Levallois Perret, France.

Son mandat d'administrateur expirera lors de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2013.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Certifié sincère et conforme

Signature

Référence de publication: 2010069381/17.

(100081037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2010.

---

**Society International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 43, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 122.603.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 12 mai 2010 à 10 heures au siège social*

*Résolution unique*

L'Assemblée révoque la société Fiduciaire Jean-Marc Faber & Cie Sàrl de son mandat de Commissaire.

L'Assemblée décide de nommer comme Commissaire remplaçant la société Van Cauter - Snauwaert & Co Sàrl, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B 52610, ayant son siège social au 43, route d'Arlon, L-8009 Strassen.

Le mandat du Commissaire remplaçant prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en l'année 2011.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SOCIETY INTERNATIONAL S.A.

Signature

Référence de publication: 2010069386/18.

(100081076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2010.